la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE
Fondée par **Pierre MONATTE** en 1925

Numéro 534 — Nouvelle série N° 233 **JANVIER 1968 — Prix : 2,50 F**

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE

Six mois	13 F
Un an	25 F

EXTERIEUR

Six mois	16 F
Un an	30 F

Le numéro : 2,50 F

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la rédaction
et l'Administration à la

REVOLUTION PROLETARIENNE
21, rue Jean-Robert, Paris 18e
Téléphone : 607 02-06

PERMANENCES

le lundi, de 15 h à 18 h ; les mercredi et jeudi, de 16 à 19 h ; les samedi à partir de 15 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS
notre compte chèque postal
REVOLUTION PROLETARIENNE 734-99 Paris

Sommaire du N° 534 - Janvier 1968

ENTRE NOUS...

Nous voici en 1968, au seuil de la quarante-quatrième année d'existence de la « R.P. » ! Une longevité dont nous sommes fiers, bien que nous sachions parfaitement que l'attachement que nous témoignent nos abonnés est dû en grande partie à la fidélité qu'ils conservent au souvenir de Pierre Monatte, dont nous nous efforçons de suivre la voie... sans y réussir pleinement, puisque des lecteurs nous reprochent parfois de nous en écarter.

Nous continuons donc, en nous efforçant d'attacher la plus grande importance au mouvement syndical, à ses expériences, à ses luttes. Mais nous avons besoin pour cela de la collaboration de nos amis, de tous ceux qui s'intéressent à ce mouvement, les anciens qui pourraient nous aider de leurs conseils, les jeunes qui prennent des responsabilités dans leurs organisations et qui doivent faire connaître les difficultés qu'ils rencontrent en face des problèmes nouveaux que posent l'évolution des techniques et l'adaptation du syndicalisme à de nouvelles formes de lutte. Car ce dont nous manquons surtout c'est d'informations sur la vie actuelle des syndicats, aussi bien à Paris qu'en province. Et nous ne pouvons nous contenter de relever dans la presse les informations qui nous intéressent. C'est à nos lecteurs, qui sont tous des militants, de nous dire ce qui se passe chez eux et dans leurs syndicats.

La « R.P. » n'est pas une revue qu'un aréopage confectionne pour des lecteurs ignorants. C'est une revue ouverte à tous les militants syndicalistes et nos lecteurs ont le droit d'y écrire autant que ceux qui ont chargé de la confectionner.

Donc, amis de la « R.P. », n'hésitez pas à nous dire ce qui se passe dans votre localité, dans votre syndicat ; donnez-nous votre opinion sur ce que nous écrivons, sur les problèmes qui vous préoccupent. Les critiques ne nous gênent pas. Au contraire. Même quelques lignes seront toujours accueillies avec intérêt, car c'est le meilleur moyen de rendre la « R.P. » plus vivante, d'en faire l'expression des syndicalistes conscients du drame social de notre époque.

***

Une participation de tous nos amis à la confection de la « R.P. » n'est pas la seule coopération que nous leur demandons : il faut aussi augmenter notre rayonnement. Plus de lecteurs et surtout plus d'abonnés est la condition nécessaire pour équilibrer notre budget et nous éviter d'avoir à réclamer aux plus fidèles une contribution exceptionnelle comme celle qu'ils nous ont consentie dernièrement. Notre revue ne vit et ne vivra que de ses lecteurs, que de ses amis.

Horizon 68...

CRISE LARVÉE ET CHOMAGE

Le passage d'année n'apporte évidemment aucun changement dans la situation respective des classes sociales et de leurs luttes ; il ne provoque aucune mutation brusque dans cette situation. Tout au plus est-il l'occasion traditionnelle — et c'est une occasion que nous ne méprisons pas — de trinquer avec les copains et de leur souhaiter bonne santé en comptant aussi sur une bonne santé de nos entreprises communes qui, elles, ont un sens et un but que le titre de cette revue et son sous-titre entendent bien indiquer. Mais l'indiquent-ils suffisamment ? Nous devrons revenir souvent cette année sur la définition de ce but et de ce sens, ceux du syndicalisme révolutionnaire dans les conditions de la société actuelle, dite industrielle. Les experts ne manquent pas, et de plusieurs côtés, pour nous dire que, dans ces conditions dites nouvelles, le syndicalisme révolutionnaire est mort, ou pour le moins largement dépassé. Mais il suffit d'entendre les échos qui nous viennent de tous les pays — quelle que soit l'étiquette de leur régime politique — pour constater l'existence et le développement, sous des formes diverses et des noms différents, d'un mouvement profond qui, loin de contredire le syndicalisme révolutionnaire, retrouve ses principes d'autonomie ouvrière, d'égalité économique, d'organisation et de liberté. Ce mouvement anime, dans ce dernier tiers du vingtième siècle, les nouvelles générations ouvrières ainsi que les jeunes intellectuels issus des classes travailleuses et exploitées. Qu'importe qu'ils ne le désignent pas toujours sous le même nom que nous : syndicalisme révolutionnaire ? Nous le reconnaissons comme tel et nous ne nous sentons pas isolés dans la lutte de classe d'aujourd'hui.

Mais laissons ces considérations générales qui n'étaient pourtant pas inutiles au seuil d'une nouvelle année. Nous y reviendrons, en 1968, aussi souvent qu'il le faudra, c'est-à-dire très souvent. Des syndicalistes ne se paient pas de mots. Ils regardent la situation telle qu'elle est, et d'abord dans le pays où ils se trouvent vivre et lutter.

L'année écoulée n'a rien apporté sur les deux points qui sont en quelque sorte les foyers principaux de la lutte de classe : **augmentation des salaires réels**, autrement dit croissance du pouvoir d'achat ; **réduction de la durée journalière du travail.** Ces deux indicateurs à la fois du progrès technique et du progrès social, l'un et l'autre allant de pair, sont restés stationnaires quand ils n'ont pas déclaré des résultats négatifs. Ce ne sont d'ailleurs pas seulement des indicateurs ; ils jouent un rôle actif dans le progrès technique et dans le progrès social.

En dépit de l'homélie de fin d'année du Général-Empereur, la France est, sur ces deux points, en retard sur les autres pays européens, notamment sur les partenaires du Marché Commun (mais peut-on encore dire « partenaires » ?). L'Etat majuscule, l'Etat dispensateur de bien-être, de sécurité et de plein-emploi est en faillite sur tous ces points. En France et ailleurs, mais particulièrement en France. Il faut quand même rendre cette justice à l'Etat tutélaire du Général-Empereur : il avait non seulement prévu ce sous-emploi, mais il l'avait voulu, sinon organisé. Ses technocrates appelaient ça : « une détente sur le marché du travail ». Leur V[e] Plan estimait nécessaire un volant de 600.000 chômeurs. Sur ce point, il est réalisé et au-delà. Il ne faut pas seulement compter les travailleurs qui perdent leur emploi et qui ont du mal à en retrouver un autre, mais aussi les jeunes non « qualifiés » qui ne trouvent pas d'emploi, ou même les jeunes qualifiés dans une branche en régression.

Ces problèmes, nous disent les experts qui, eux, ne restent pas sans emploi, sont ceux de toutes les « sociétés industrielles en expansion ». Et ils en trouvent des signes certains, même dans les pays habituellement dénommés socialistes. C'est le résultat, disent-ils, des concentrations, des rationalisations nécessaires, du progrès industriel même qui pousse en avant des industries nouvelles tandis que d'autres dépérissent. Loin de nous l'idée de ne pas nous réjouir de voir « fermer les puits de mine » ! Il reste que la politique économique de Monsieur Veto conduit au chômage.

Il nous objectera que, sous la pression des syndicats, il a notablement augmenté l'assistance aux chômeurs, leur protection si vous voulez. Nous ne le contestons pas. Mais il y a les jeunes qui n'ayant pas eu d'emploi, sont aussi sans protection. Et puis la situation de l'emploi est telle, dans beaucoup d'industries et dans la plupart des régions, qu'on ne peut plus parler d'un chômage temporaire qui va durer le temps d'une réorganisation ; on doit déjà parler d'un chômage qui s'installe et s'étend.

A cet égard, la région de Bordeaux est un exemple parmi d'autres. « Le Monde » du 3 janvier nous informe de la situation de l'emploi dans cette région et il nous fait part des inquiétudes qu'elle suscite. De nombreuses entreprises d'importance moyenne, dans plusieurs industries, ont fermé leurs portes, ou bien connaissent des difficultés et réduisent leur personnel. Les prévisions ne laissent rien espérer. Surtout, il ressort d'une étude faite par M. Jean Dumas, professeur à la Faculté des Lettres de Bordeaux, que sur 4.800 personnes ayant retrouvé un emploi après licenciement, **près de la moitié ont subi un déclassement professionnel et une diminution de salaire.**

Cette situation générale de crise larvée ne peut que s'aggraver comme conséquence de la politique réactionnaire, sur le plan extérieur comme sur le plan intérieur, du Général-Empereur. On en ressent déjà les effets, et ce n'est pas fini.

QUE FONT LES SYNDICATS ?

Dans cette situation de défensive de la classe ouvrière et de reconquête des positions perdues, nous voudrions bien voir se dégager une stratégie syndicale. On peut dire ce qu'on veut des syndicats, mais qu'y a-t-il en dehors d'eux ? Trois travailleurs sur quatre ne sont pas syndiqués, mais dès que ça va mal pour eux, ils disent : que font les syndicats ?

Ce qu'ils font, nous en avons encore une idée, dans cette fin d'année, à l'occasion de cette « journée » du 13 décembre. Nous avions dit dans notre numéro précédent, que cette journée dite « d'action », répétition affaiblie d'autres journées semblables, ne pouvait servir à rien, sinon à réduire encore les possibilités d'une action réelle et efficace. Les faits ne nous ont pas démenti. D'ailleurs la classe ouvrière ne s'y est pas trompée.

La C.F.D.T. a marché pourtant dans ce simulacre. Le camarade Descamps disait, devant son récent congrès confédéral, que l'unité d'action avec la C.G.T. était, pour la C.F.D.T., une école. Soit. Mais il ne faudrait pas que l'instruction et l'éduca-

tion traînent en longueur ; il ne faudrait surtout pas que les travailleurs en fassent les frais. Quel but poursuivait donc la C.G.T. en organisant cette journée du 13 décembre et en y entraînant son alliée ?

On peut s'interroger à ce sujet. Mais on en est à se demander si les dirigeants communistes de la C.G.T., ayant suffisamment découragé les travailleurs d'une action prétendue syndicale qui ne mène à rien et ne peut mener à rien, ne voudraient pas seulement les convaincre que le salut viendra d'ailleurs : d'un changement convenable (c'est-à-dire convenant à ces dirigeants) du gouvernement au pouvoir. Cela expliquerait d'ailleurs qu'une partie des cadres C.F.D.T. aille volontiers dans cette voie. Il existe tout un courant dans cette centrale, et il s'est largement exprimé au récent congrès, pour penser que là, et là seulement, est le salut. Ces militants emballés sont prêts à passer un contrat en bonne et due forme avec ce gouvernement en gestation. Il existe, dans la centrale hier chrétienne, un courant qui s'oppose à cette orientation, mais il s'y oppose avec une certaine complaisance. Le fait est que, pratiquement, tout se passe comme si ce dernier carré syndicaliste ne résistait plus et acceptait que le pacte soit conclu. Un tel pacte est déjà signé dans la Loire, F.E.N. comprise, si nous en croyons l'information que nous en a faite le camarade Chausse dans notre dernier numéro.

Le contrat, c'est avec la classe ouvrière que les syndicats l'ont passé. Encore une fois, cela ne veut pas dire qu'ils s'opposent systématiquement à tout ce qui vient du pouvoir, ou qu'ils ne préfèrent pas un gouvernement à un autre. Mais ils ne sont liés ni à l'un ni à l'autre. Ils n'ont qu'un critère pour juger l'équipe au pouvoir : son attitude pratique par rapport au programme ouvrier, élaboré démocratiquement dans les syndicats, par les syndicats, principalement sur les deux points qui sont à la base de tout programme ouvrier et que nous rappelions tout à l'heure. Evidemment, cela suppose que ce programme existe, c'est-à-dire que les syndicats aient leur plan, leur stratégie disions-nous, et que, sur chaque problème réellement posé à la classe ouvrière, ils aient leur solution, connue non seulement du pouvoir, mais répandue dans l'ensemble du peuple.

Vous direz que nous rêvons. Nous répondrons que si vous ne voulez pas que ce rêve devienne réalité, vous ne vous étonnerez pas que la route empruntée (et non pas pour la première fois, croyez nous) conduise à de nouveaux échecs. Seuls les jeunes dont l'expérience est à faire pourront en être absous, pourvu qu'ils n'y persévèrent pas trop longtemps !

La R.P.

Problème n° 1 pour 1968 :

L'INSÉCURITÉ DE L'EMPLOI

Parmi les maux engendrés par l'économie capitaliste en mal de compétitivité industrielle et commerciale, le chômage est celui qui, de nos jours, atteint le plus durement la classe ouvrière.

Lancés dans une course à la production, à la productivité imposée par l'âpre concurrence internationale, multipliant les regroupements, les fusions et concentrations d'entreprises, les pays les plus évolués en sont plus ou moins frappés. C'est en particulier le cas des Six du Marché commun qui, appréhendant la date fatidique de l'abaissement des dernières barrières douanières, luttent de vitesse pour aborder cette échéance dans les meilleures conditions possibles.

Dans le même temps où, déjà, l'avènement de l'ordinateur et de l'automation écrème passablement la main-d'œuvre, il s'ensuit que toutes ces mutations viennent encore aggraver le sous-emploi par les licenciements massifs et les fermetures d'entreprises.

Si les victimes sont nombreuses parmi les travailleurs non-qualifiés, on sait aussi le drame des plus de quarante ans, dont la plupart restent sans espoir d'être jamais reclassés.

Vient à son tour grossir l'armée des sans-travail le contingent de jeunes que nous vaut la marée démographique.

Or, les statistiques officielles nous apprennent que la situation s'est détériorée à tel point, en France qu'en deux ans le nombre des chômeurs a pratiquement doublé.

Ce n'est pas que durant ce temps, les organisations ouvrières ne se soient pas préoccupées de cet état de choses et ne se soient employées à en corriger les effets. Mais tandis qu'on se félicite d'un certain côté d'avoir obtenu quelques miettes concernant les prestations de chômage, il n'est pas niable que tout reste à faire pour enrayer l'accélération du nombre des assujettis.

Sans compter tous ceux qui n'émargent pas aux allocations et les innombrables chômeurs partiels dont la diminution du pouvoir d'achat vient encore aggraver la stagnation de l'économie, elle-même créatrice de nouveaux chômeurs. C'est un cercle vicieux dont nous devons sortir sous peine de nous enfoncer encore davantage dans le chaos et servir les desseins tortueux des machiavels de la politique du pire.

Aussi pensons-nous qu'il est temps pour les organisations ouvrières, celles qui entendent faire œuvre constructive, de tirer la sonnette d'alarme et de ne plus se contenter, dans de sempiternels ordres du jour et conférences de presse, de réclamer la réduction progressive de la durée hebdomadaire de travail, avec, bien entendu, maintien du salaire, mais de la rendre effective par une action concertée et persévérante dont les moyens sont à établir en commun, mais dont l'urgence s'impose de toute évidence.

Dans ce pays qui détient le triste record de la plus longue semaine de travail, la logique voudrait qu'on exige en premier lieu la cessation de l'exploitation abusive des heures supplémentaires, exigence qui, pour n'être pas démagogique suppose qu'on ne se limite pas aux habituelles interventions auprès des instances dirigeantes, privées ou étatiques, mais qu'on en appelle au concours actif des militants et ouvriers des entreprises, éclairés par une large information et une documentation appropriées sur la situation aberrante qui résulterait pour eux, en définitive, comme pour l'ensemble des travailleurs, de la pratique, voire de la recherche des heures supplémentaires pour l'amélioration de leur sort. Ce qui est, en outre, particu-

lièrement inadmissible dans une période où de nombreux salariés sont en chômage.

Sans méconnaître la nécessité de mesures aussi pressantes comme l'accroissement de la formation professionnelle, l'ouverture de nouveaux débouchés de main-d'œuvre — sans doute illusoire — dans la construction de logements, d'équipements scolaires, hospitaliers, routiers, etc. la revendication du retour immédiat à la semaine de quarante heures sans réduction du salaire a cet avantage de pouvoir être arrachée sous la pression directe des travailleurs, à la condition de savoir se ménager toutes les chances de réussite, c'est-à-dire engager le maximum de forces dans la bataille préalablement préparée par une campagne convenablement orchestrée.

Certes, c'est là une tâche urgente, même s'il faut procéder par étapes, encore faut-il avoir la volonté de l'entreprendre et se donner les moyens de la réaliser.

A cet égard les témoignages de certains responsables syndicaux nous apportent la confirmation que les progrès considérables des nouvelles techniques de production justifient et permettent dans les industries de pointe, de satisfaire cet objectif et les bénéfices de productivité sans cesse accrue de payer les compensations salariales aux réductions d'horaires.

Les délégués d'entreprises à tous les échelons, ont là, en liaison avec les organisations syndicales un rôle important à jouer pour créer le climat psychologique indispensable. On pense à ceux de la Régie Renault qui fut souvent l'usine-pilote pour des actions de cette envergure, à Dassault, I.B.M., bref, partout où la pression ouvrière peut s'exercer efficacement.

Au surplus, les syndicats on aussi la mission de défendre la santé physique et mentale ainsi que la dignité des travailleurs qui exigent des loisirs compensatoires à un rythme de travail de plus en plus accéléré et abrutissant.

A ceux qui, comme le technocrate de service Fourastié qui veut nous intégrer dans le système d'expansion du profit en décrétant : pour « *les vingt prochaines années... l'effort de travail demandé à chaque individu actif sera alors à peu près aussi important qu'aujourd'hui* », et concluant : « nous sommes condamnés au travail et au progrès », ont déjà opportunément répondu deux responsables notoires, dont Bergeron F.O. : « *Nous ne saurions admettre que les nécessités découlant de la concurrence internationale soient éternellement prétexte à repousser l'examen réel des salaires et de la diminution du temps de travail* », et Descamps: « *Compte tenu de l'évolution économique, démographique et sociale... le retour à la semaine de quarante heures, horaire légal depuis 1936, doit être possible par étapes sans pour autant porter atteinte à la progression des revenus ouvriers.*

D'autre part, nous avons nous-mêmes souligné dans cette revue combien notre retard est préjudiciable à nombre de pays voisins qui nous ont précédé dans cette voie.

Alors, si nous sommes tous d'accord, n'attendons pas davantage. En avant pour les quarante heures et agissons en sorte que le progrès technique ne se traduise par de nouvelles servitudes mais soit au contraire un facteur de libération.

N. FAUCIER.

Les impôts frappent essentiellement les petits revenus

L'impôt sur le revenu frappe de plus en plus les petits revenus et de moins en moins les gros. La raison en est facile à comprendre.

L'impôt sur le revenu est caractérisé par un abattement à la base qui est de 2.500 F et d'un plafond de la progression qui est de 65 %. Or avec la hausse des prix et celle des salaires qui s'ensuit sans que cela signifie augmentation du niveau de vie, tous les petits revenus entrent dans la catégorie des imposables et tombent de plus en plus sous le coup de tranches imposables à un taux plus élevé. Si bien qu'ils paient de plus en plus d'impôts. En revanche, à l'autre extrémité, celle des gros revenus, leur augmentation n'est pas frappée davantage puisque le plafond de la progression s'arrête à 65 %, quelle que soit l'importance du revenu.

Illustrons cela par un exemple :

Supposons, à une époque A, deux revenus : l'un de 5.000 F, l'autre de 25.000 F. Supposons que la progressivité de l'impôt soit la suivante : 2.500 F, néant ; 2.500 à 3.000, 5 % ; 3.000 à 4.000, 10 % ; 4.000 à 5.000, 15 % ; puis 5 % de plus par tranche de 1.000 F jusqu'au maximum de 65 %.

Avec cette progression, le revenu de 5.000 F paiera l'impôt suivant :

Tranche de 2.500	Rien
Tranche de 2.500 à 3.000 (5 %)	25 F
Tranche de 3.000 à 4.000 (10 %)	100 F
Tranche de 4.000 à 5.000 (15 %)	150 F
Total	275 F

Le revenu de 5.000 F paiera donc 275 F d'impôts, soit 5,50 % de son revenu total.

Le revenu de 25.000 F, lui, paiera :

Tranche de 2.500	Rien
Tranche de 2.500 à 3.000 (5 %)	25 F
Tranche de 3.000 à 4.000 (10 %)	100 F
Tranche de 4.000 à 5.000 (15 %)	150 F
Tranche de 5.000 à 6.000 (20 %)	200 F
Tranche de 6.000 à 7.000 (25 %)	250 F
Tranche de 7.000 à 8.000 (30 %)	300 F
Tranche de 8.000 à 9.000 (35 %)	350 F
Tranche de 9.000 à 10.000 (40 %)	400 F
Tranche de 10.000 à 11.000 (45 %)	450 F
Tranche de 11.000 à 12.000 (50 %)	500 F
Tranche de 12.000 à 13.000 (55 %)	550 F
Tranche de 13.000 à 14.000 (60 %)	600 F
Tranche de 14.000 à 25.000 (65 %)	7.150 F
Total	11.025 F

Le revenu de 25.000 F paiera donc 11.025 F d'impôts, soit 44,1 % de son revenu total.

***

Passons maintenant à une période B, où les prix ayant augmenté, les salaires ont doublé. Le revenu de 5.000 F s'élève à 10.000 et celui de 25.000 à 50.000. Quel sera l'impôt qu'ils paieront respectivement, étant donné que rien n'est changé dans l'abattement à la base et dans la progression ?

Le revenu de 10.000 paiera :

Jusqu'à 5.000 F, le même impôt que précédemment	275 F
De 5.000 à 6.000 (20 %)	200 F
De 6.000 à 7.000 (25 %)	250 F
De 7.000 à 8.000 (30 %)	300 F
De 8.000 à 9.000 (35 %)	350 F
De 9.000 à 10.000 (40 %)	400 F
Total	1.775 F

Le revenu de 10.000 F paiera donc 1.775 F d'impôts, soit 17,75 % de son revenu total.

Le revenu de 50.000 F paiera :

Jusqu'à 25.000 F le même impôt que précédemment	11.025 F
De 25.000 à 50.000 (65 %)	16.250 F
Total	27.275 F

Le revenu de 50.000 F paiera donc 27.275 F d'impôts, soit 54,55 % de son revenu total.

Ainsi d'une époque à l'autre, par suite du doublement des revenus, le petit revenu voit son impôt plus que tripler, puisqu'il passe de 5,50 % à 17,75 %. Par contre, le revenu de 50.000 F qui, lui aussi a doublé, n'est imposé que d'une augmentation de 25 % de son revenu total, qui passe de 44,1 % à seulement 54,55 %.

Comme on le voit, avec l'augmentation des revenus consécutive à la hausse des prix, l'impôt sur le revenu, avec son abattement à la base qui ne varie pas ou très peu et son plafond maximum, frappe plus durement les petits revenus que les gros. Cela est d'autant plus scandaleux que les gros revenus déclarés ne représentent en fait qu'une partie des revenus réels, l'autre partie, qui prend de plus en plus d'importance, étant représentée par des notes de frais non soumises à l'impôt. Tandis que les petits salariés, eux, n'ont pas de notes de frais, bien qu'ils aient aussi des frais, ne serait-ce que les repas pris obligatoirement au restaurant et les transports.

⁂

Cette injustice de l'impôt sur le revenu est encore aggravée par l'injustice des impôts indirects. Ces derniers, on le sait, frappent les objets de consommation et, par conséquent, sont les mêmes pour tous. Or des impôts qui sont les mêmes pour tous alors que les revenus sont inégaux, cela signifie qu'ils frappent proportionnellement plus fort les petits revenus que les gros.

L'impôt de consommation est l'impôt injuste par excellence et il est la marque de tous les régimes rétrogrades dans lesquels l'exploitation des travailleurs est la plus féroce. Or, en France, la part de l'impôt de consommation demeure la plus importante et les prévisions de 1968 ne laissent pas prévoir une amélioration. Voici, selon les données officielles reproduites par « le Monde » du 3-4 décembre dernier, l'évolution des deux sortes d'impôts en 1966 et 1967, ainsi que les prévisions pour 1968 :

	IMPOTS INDIRECTS		IMPOTS DIRECTS	
	en milliards	en %	en milliards	en %
1966	74,595	62,5	45,136	37,5
1967	80,194	62,6	48,281	37,4
1968	85,372	61,1	54,290	38,9

Comme on le voit les impôts indirects, impôts de consommation, représentent plus de 60 % du total des impôts. Ce qui a comme conséquence d'aggraver l'injustice envers les petits revenus. En effet, si nous rapportons les 85 milliards 372 millions d'impôts indirects prévus pour 1968 à la population active de 20 millions d'âmes, nous trouvons 4.000 F d'impôts par personne. Or 4.000 francs pour celui qui en gagne 10.000 par an, cela représente 40 % de son revenu, alors que pour celui qui gagne 50.000 francs cela ne représente que 8 % de son revenu.

Comme on le voit, la fiscalité est très injuste, c'est une fiscalité de classe qui frappe plus fortement les petits revenus que les gros. Et cette injustice est d'autant plus scandaleuse que les petits revenus correspondent à ce qui est nécessaire pour vivre, tandis que les gros revenus dépassent largement le superflu.

Si les travailleurs veulent faire disparaître cette injustice, ils doivent lutter pour les réformes suivantes dans la fiscalité :

1° Suppression de tous les impôts indirects frappant les objets de première nécessité, à savoir: le logement, l'ameublement, les vêtements, l'alimentation et les soins de santé ;

2° Augmentation des impôts indirects sur les objets qui ne sont pas de première nécessité, notamment sur les objets de luxe ;

3° Modification de la progression de l'impôt sur le revenu comme suit : a) l'abattement à la base égal au SMIG et variant avec lui, b) élévation du taux maximum de la progression à 95 % pour tous les revenus imposables supérieurs à 5.000 francs par mois.

P. RIMBERT.

Un exemple d'unité syndicale

Ce sont les journalistes qui nous le donnent. En effet, tous les syndicats de journalistes ont constitué une Union nationale des syndicats de journalistes qui groupe le Syndicat national autonome, le Syndicat C.F.D.T., celui de F.O. et celui de la C.G.T.

Cette union nationale des journalistes a été scellée par une charte dont voici l'essentiel :

« L'Union nationale des syndicats de journalistes n'est pas un organisme selon la loi de 1886, mais sa transformation en une Union syndicale selon cette loi — jouissant de la personnalité morale — sera étudiée ultérieurement :

« L'Union nationale des syndicats de journalistes a pour objet :

« a) La défense des intérêts matériels et moraux des journalistes et assimilés,

« b) La défense des intérêts de la profession,

« c) L'entente et le rapprochement des journalistes des diverses catégories et formes de presse pour la satisfaction de leurs revendications communes,

« d) La revalorisation de la profession.

« L'Union s'interdit, dans ses réunions, toute discussion politique, philosophique ou religieuse. Est également interdite entre les syndicats contractants toute polémique par voie de journaux, bulletins, communiqués ou affiches.

« L'Union est dirigée par un bureau :

« a) Les membres du bureau sont désignés par chacun des syndicats la constituant, compte tenu de l'importance numérique...

« b) Toute décision de caractère institutionnel ainsi que le budget annuel doivent être adoptés à l'unanimité,

« c) Pour les décisions n'ayant pas ce caractère, la majorité qualifiée sera de 14 voix,

« Seuls adhèrent à l'Union les syndicats nationaux qui la constituent. Les adhésions individuelles ne sont pas admises.

« Les décisions de l'Union engagent tous les syndicats qui en font partie. Les syndicats membres de l'Union s'engagent à réclamer à leurs adhérents la même cotisation. »

Cette expérience est intéressante à suivre, car tout en sauvegardant la pluralité syndicale et l'indépendance de chaque syndicat qui reste libre de sa propre orientation, elle réalise l'unité sur le plan de la lutte professionnelle.

Il faudrait que l'exemple des journalistes soit suivi par toutes les professions.

Vers un nouveau : « Retroussez vos manches ! »

Comme il fallait s'y attendre, la C.G.T. s'apprête à jouer le rôle du « gendarme du Plan » auprès du futur gouvernement de gauche. Par ce biais, le P.C. compte bien mettre la Fédération dans sa poche.

Voici comment *l'Observateur* (13-12-67) rend compte de la chose :

« *Les dirigeants de la C.G.T., conduits par M. Georges Seguy, ont eu, jeudi dernier, une longue entrevue avec le bureau du groupe parlementaire de la Fédération de la Gauche. Cette conversation a porté moins sur les problèmes posés par les rapports actuels des deux organisations que sur ce que serait l'attitude des syndicats, et spécialement de la C.G.T., si la gauche arrivait au pouvoir.*

Les fédérés ont été très favorablement impressionnés par la déclaration de M. Georges Seguy selon laquelle les syndicats adopteraient dans ce cas, non pas l'attitude qu'ils ont adoptée en 1936, mais celle qu'ils ont prise en 1944 en appelant l'ensemble de la classe ouvrière à renoncer provisoirement à ses revendications pour participer à l'œuvre de reconstruction nationale. »

Sur ce, Georges Seguy, secrétaire général de la C.G.T., s'empresse de démentir dans *le Monde*... tout en confirmant avoir « pris contact avec les partis de gauche qui auront, demain, la charge d'assurer la direction des affaires publiques ».

Mais ceci n'aurait eu lieu, dit-il, que « pour connaître leurs intentions, leur exposer les nôtres et examiner la possibilité d'une coopération sur les objectifs déterminés dans l'immédiat et pour l'avenir ».

Et sur ce, Georges Seguy enchaîne :

Nous conseillons à ceux qui croient découvrir dans notre attitude on ne sait quelle soudaine révision d'orientation de prendre connaissance de l'histoire du mouvement syndical ; ils s'apercevront qu'à deux reprises au moins, avant le Front populaire et au lendemain de la Libération, la C.G.T. prit l'initiative de convier les représentants de la gauche à mettre au point, avec elle, leur programme commun.

Eh oui, dans le premier cas, en 1936, cela a donné le fameux « Il faut savoir terminer une grève ! »

Et dans le deuxième cas, après la Libération, cela a donné le « Retroussez vos manches ! », parce que ces messieurs voulaient démontrer aux technocrates qu'ils étaient les plus qualifiés pour « faire suer le burnous » aux ouvriers français. En effet, dans certaines usines d'aviation ils allèrent jusqu'à faire voter, à mains levées, le renoncement « volontaire » aux vacances !...

Les ouvriers récalcitrants, qui ne voulaient pas jouer les stakhanovistes, étaient dénoncés publiquement comme des traîtres, parfois matraqués s'ils s'obstinaient, voire renvoyés de l'usine.

En faisant jouer à leurs militants le rôle de « gendarmes économiques » d'un gouvernement de gauche, les stratèges du P.C. espèrent pouvoir faire de nouveau régner cette terreur larvée et reconquérir ainsi le terrain perdu depuis.

Et tout cela en sacrifiant les intérêts ouvriers, tout comme en Russie, au profit des cadres et des technocrates.

La main sur le cœur, Seguy affirme bien que : *Est-il besoin de préciser qu'il n'est pas question, pour la C.G.T., de substituer, désormais, l'action en faveur d'une solution démocratique à la lutte revendicative systématique, quotidienne, face aux patrons, aux directions d'administration, aux pouvoirs publics. Il s'agit d'un prolongement normal des luttes ouvrières qui correspond à un mûrissement de conscience dans la perspective de changements prochains.*

Mais dès à présent, comme le camarade Chausse l'a démontré dans la dernière « R.P. », la C.G.T. sabote le combat des ouvriers en les envoyant par petits paquets au « casse-pipe », et en substituant des grèves symboliques et des manifestations inefficaces à des grèves locomotives de grande envergure.

Par ailleurs, P.C. et C.G.T. se refusent à lutter pour une augmentation prioritaire des bas salaires !

Qu'est-ce que ce sera quand ils auront des fauteuils ministériels à défendre !

M. LIME.

Démission simultanée des administrateurs de la Sécurité Sociale

préconise l'U.D.-F.O. de la Loire-Atlantique

Jusqu'à présent, toutes les organisations syndicales ont protesté contre les ordonnances sur la Sécurité Sociale ; des grèves symboliques ont même été organisées. Mais en réalité, toutes les centrales syndicales se sont inclinées. Pire, elles ont toutes accepté de désigner leurs représentants au sein des conseils d'administration nouvelle manière qui n'ont plus de pouvoirs réels et où les représentants des salariés sont pratiquement en minorité.

L'Union des Syndicats « Force Ouvrière » de la Loire-Atlantique s'est livrée à une étude approfondie des graves atteintes portées par ces ordonnances aux droits des assurés. Son communiqué mérite de retenir l'attention de tous les militants syndicaux. Et il nous paraît que la démission simultanée de tous les administrateurs représentants des salariés aurait une autre efficacité que les grèves d'une heure ou d'un jour. — *F. Ch.*

⁂

Réuni le mardi 2 janvier à SAVENAY, le Bureau de l'U.D. a étudié les décrets publiés au « Journal officiel » du 30 décembre 1967 pris par le gouvernement en application de « l'Ordonnance relative à la Sécurité Sociale ».

Il a constaté qu'après une lente dégradation des pouvoirs des Conseils d'administration et une emprise de plus en plus forte des pouvoirs de tutelle du ministère du Travail et de l'Administration des finances, déjà consacrée par les textes de 1960, « l'Ordonnance relative à la Sécurité Sociale » d'août 67 et les décrets de décembre 67 consacrent l'étatisation définitive de cette institution avec un personnel de statut privé.

L'article 27 du décret dispose en effet que les directeurs des Caisses nationales seront nommés par le gouvernement, les agents comptables par les ministres des Finances et des Affaires sociales, les directeurs adjoints et sous-directeurs par le ministre des Affaires sociales.

L'article 29 instaure de plus la présence, au sein des conseils d'administration des Caisses nationales de commissaires du gouvernement.

Le Bureau de l'U.D. a constaté que ces dispositions s'appuyaient certes sur des précédents, sans doute préparés à dessein, mais sans commune mesure avec la centralisation établie désormais entre les mains du pouvoir politique.

Il constate que ces dispositions s'ajoutent au texte même de l'ordonnance par laquelle grâce aux articles 16 et 17, les organismes de Sécurité Sociale sont désormais placés sous le contrôle direct du gouvernement, que par son article 18, enfin, les conseils d'administrations « paritaires » sont mis en demeure d'appliquer les décisions du gouvernement.

Cet article stipule en effet, dans ses paragraphes 2 et 3, ce qui suit :

« ... En cas de carence du conseil d'administration, les ministres des Affaires sociales et des Finances le mettent en demeure de prendre les mesures de redressement nécessaires.

Si cette mise en demeure reste sans effet, le gouvernement procède au rétablissement de l'équilibre, soit en se substituant au conseil d'administration de la caisse nationale, soit en usant des pouvoirs qu'il tient de la législation en vigueur. »

Le Bureau de l'U.D. a constaté que par les moyens de contrôle de la gestion des organismes de Sécurité Sociale qui sont prévus, cumulés avec les pouvoirs précédents, le gouvernement dispose désormais des moyens pour faire appliquer des mesures sévères contre les travailleurs.

Le Bureau de l'U.D. a constaté que le gouvernement aurait d'autant plus de moyens pour pratiquer une telle politique que le statut des personnels de la Sécurité Sociale à tous les échelons, depuis les directeurs nommés par lui, aux employés des organismes locaux, devient un statut précaire, ces personnels, quoique de statut privé, étant désormais pratiquement placés sous sa dépendance directe.

Le Bureau de l'U.D. a examiné également le rôle dévolu aux nouveaux conseils d'administration.

Il constate que leurs prérogatives sont devenues inexistantes dans le cadre d'une organisation de la Sécurité Sociale dont le statut s'est désormais rapproché du statut prussien.

Il a pris acte de la déclaration faite par M. Jeanneney, ministre des Affaires sociales, le 18 août au journal « La Croix ». Il a pris acte de la concordance de ces déclarations avec l'exposé des motifs de l'ordonnance qui précise :

« ... Ces mesures... sont complétées par une réforme des conseils d'administration, destinée à mieux affirmer la responsabilité des catégories qu'ils représentent, dans la gestion de la Sécurité Sociale... »

Le Bureau de l'U.D. constate que dans le même temps que le gouvernement s'arroge tous les pouvoirs, il donne toute la responsabilité dans la gestion à des conseils paritaires où les représentants des travailleurs se trouvent en fait en minorité.

Le Bureau de l'U.D. en déduit que les représentants des travailleurs n'ont plus aucun rôle à jouer dans la nouvelle organisation autoritaire de la Sécurité Sociale, sinon pour partager les responsabilités des politiques, du gouvernement et du patronat, devenues prépondérantes.

En conséquence, placé devant cette situation, il a décidé d'envisager le retrait des administrateurs représentant les travailleurs salariés dans ces nouveaux conseils d'administration à la prussienne, et d'appeler dans ce but les organisations syndicales de travailleurs salariés à retirer ensemble leurs administrateurs des caisses de Sécurité Sociale.

Il a également décidé d'appeler l'ensemble des organisations syndicales de travailleurs à engager la lutte pour l'abrogation pure et simple des ordonnances.

Parmi nos LETTRES

Un débat fondamental

Du camarade Claude SUBLET, jeune militant instituteur du Rhône :

Je suis abonné depuis quelques mois à « la R.P. ». J'ai souscrit à cet abonnement pendant les vacances car un vieil ami, abonné, m'a passé un numéro où débutait la série d'articles de Marcel Body sur le cinquantenaire de la Révolution russe (numéro de juin). Depuis le numéro de juin, j'ai lu tous les articles. Mon impression est la suivante : M. Body éprouve une vive sympathie pour A. Kollontaï, Chliapnikov et surtout pour les insurgés de Cronstadt et Makhno. Dans le numéro de décembre qui rend compte de sa conférence (page 22-262, 2e colonne) : « Sa répression [Cronstadt] impitoyable est le début d'une troisième phase dans laquelle tout le stalinisme se trouve déjà impliqué. »

Je pense que M. Body a tout à fait le droit d'avoir cette opinion. Je ne la partage pas. La discussion, si elle devait s'instaurer, dépasserait largement, je crois, les possibilités financières de « la R.P. » car les problèmes soulevés sont grands.

Cependant, puisque j'y ai été invité par une lettre du camarade Guilloré, je vous demande de m'expliquer un point très précis.

Les rédacteurs de « la R.P. » continuent l'œuvre de Pierre Monatte qui a fondé la revue. C'est donc que les vues de Pierre Monatte leur semblent correctes.

Sur la jaquette du livre « Trois scissions syndicales », je lis : « En 1923, il (Monatte) adhère au Parti communiste lorsque Frossard en part avec éclat ».

Or Cronstadt → 1921

Adhésion de Monatte au P.C. → 1923

Comment se fait-il que Monatte ait pu adhérer au P.C. à peine deux ans après la tragédie de Cronstadt ? Quelle était la position de Monatte sur cette péripétie de la Révolution russe ?

Je vois personnellement une contradiction entre le jugement porté par Monatte et celui porté par M. Body. J'ajoute que cette contradiction ne me choque point du tout, elle m'incite seulement à vous demander de m'éclaircir la vue.

Et pendant que j'y suis, je vous pose une deuxième question sur un tout autre sujet :

Dans le S.N.I., comme vous le savez, il existe trois tendances. Je milite au sein de la tendance des Amis de l'E.E., tendance syndicaliste révolutionnaire. J'ajoute : la seule tendance syndicaliste révolutionnaire *organisée au sein du S.N.I.*

Or la « Révolution Prolétarienne » est une revue syndicaliste révolutionnaire, *fondée par P. Monatte en 1925.*

Comment se fait-il que Jean Giry et Jane Maisonnet qui ont publié dans la « R.P. » de septembre leur C.R. du congrès du S.N.I. appartiennent à la tendance majoritaire ? Si ces deux camarades sont amis de la « R.P. » ils sont révolutionnaires : pourquoi ne militent-ils pas à l'E.E. ?

S'ils ne sont pas des révolutionnaires, pourquoi la « R.P. » fait-elle appel à eux ? N'y a-t-il donc pas de révolutionnaires qui assistent au congrès du S.N.I. ?

Voilà quelles sont mes deux questions.

REPONSE DE GUILLORE

Je réponds à ta lettre du 27 décembre qui vient de m'être communiquée. Je te remercie déjà de l'intérêt que tu manifestes pour notre revue. Ta lettre est intéressante parce qu'elle permet d'alimenter une discussion toujours ouverte chez nous et dont le développement ne saurait jamais dépasser « les possibilités financières de la *R.P.* » pour reprendre ton expression. La *R.P.* est faite pour ça.

Je réponds d'abord à tes questions dans l'ordre où tu les as posées. On verra après. Tu ne partages

donc pas l'opinion de Body sur Cronstadt, du moins telle que le compte rendu de sa conférence la résumait mal. L'opinion de Body, témoin et acteur des premières années de la révolution russe, a pour nous et pour tout camarade dont la religion n'est pas établie une fois pour toutes, une grande valeur. Mais elle n'est pas parole d'évangile. Elle ne l'est même pas pour Body lui-même. Dans une lettre récente, Body m'écrit : « ... sur un épisode de cette importance, il est difficile, à moi en particulier, d'avoir une opinion trop tranchée. On ne peut en effet détacher cet événement de son contexte historique, c'est-à-dire d'une époque où les oppositions politiques s'affirmaient par la lutte à main armée ». Je ne te cite pas cela pour corriger la première opinion de Body, mais pour te donner une nouvelle preuve d'un état d'esprit que nous défendons par-dessus tout, un esprit de nouvel examen et de critique sans lequel, pour nous, il n'y a pas d'affirmation révolutionnaire qui tienne.

Ensuite, tu entends mettre Body en opposition avec Monatte en t'appuyant sur le fait que Monatte a adhéré au parti communiste en 1923, deux ans après Cronstadt (pour en être d'ailleurs exclu l'année d'après !). Comme tu le dis toi-même, même si contradiction il y avait, cela ne prouverait rien de plus. Les contradictions fleurissent dans notre milieu syndicaliste révolutionnaire, et c'est très bien ainsi. La contradiction est mère de la vie et de la révolution. Mais comment peux-tu essayer de comparer l'opinion d'un militant de 1923 et celle d'un militant 45 ans après, même s'il s'agissait d'un même militant ! Monatte n'est plus là pour te répondre ; il te dirait sans doute que s'il a adhéré au parti malgré Cronstadt, cela ne lui enlève aucun droit de revoir son jugement, sur cet événement comme sur d'autres, à la lumière d'une information et d'une expérience de près d'un demi-siècle. A ce compte-là, tu trouverais dans les dires et les actes de n'importe quel militant d'un certain âge des contradictions multiples qui prouvent simplement qu'il n'est pas un « croyant » mais un homme libre et constant (je dis bien : constant) au milieu de tous les vents de la vie.

Passons donc au second sujet. Tu ne parais pas comprendre que des camarades comme Giry et Maisonnet puissent écrire dans « la R.P. », tout comme toi-même ou d'autres camarades syndicalistes. Et cela par le fait que « la R.P. » est une revue syndicaliste révolutionnaire. Tu soulignes révolutionnaire. Mais ce sont les deux mots qu'il faut souligner ! On peut être révolutionnaire sans être syndicaliste ; on peut être syndiqué sans être syndicaliste. Pour me faire mieux comprendre, prenons un exemple illustre : Trotsky. Est-ce un révolutionnaire ? Sans aucun doute, un grand révolutionnaire, et ce n'est pas à la « R. P. » qu'on le contestera. Est-ce un syndicaliste ? Non pas. On peut même affirmer qu'il était anti-syndicaliste, en tout cas que, pour lui, l'épithète de révolutionnaire ne pouvait s'accoler avec syndicaliste. Prenons maintenant l'exemple d'un trotskyste d'aujourd'hui. Est-il révolutionnaire ? Nous n'avons aucune raison de mettre en doute son affirmation (d'autant plus que, pour lui comme pour nous, il ne s'agit pour le moment que d'affirmation). Est-il syndicaliste ? Nous le contestons formellement. Etre syndiqué, c'est un état de fait ; être syndicaliste, c'est l'affirmation d'une doctrine qui est évidemment très différente de celle du parti d'avant-garde, dépositaire de par ses propres déclarations des intérêts supérieurs du prolétariat. Avant d'aller plus loin, je te fais déjà remarquer que ce ne serait pas une raison pour nous de refuser à un trotskyste les colonnes de la « R. P. », tribune libre pour tout militant ouvrier.

Donc tu es de « l'Ecole Emancipée », tendance syndicale dont je fus moi-même un militant actif pendant de nombreuses années (et je ne renie rien). Ton raisonnement est d'une logique impitoyable : 1° Tout militant de l'E.E. est un révolutionnaire de l'enseignement ; 2° Tout révolutionnaire de l'enseignement milite à l'E.E. Autrement dit, la condition nécessaire et suffisante pour être révolutionnaire, quand on est de l'enseignement, est d'être à l'E.E. Même si c'était vrai intégralement, ce ne serait pas une raison pour ne pas donner la parole à ceux qui ne sont pas de l'E.E., car enfin tes révolutionnaires, il faut bien que tu les recrutes quelque part, à moins qu'il soit établi une fois pour toutes qu'on est révolutionnaire, mais qu'on ne le devient pas.

En réalité ce n'est pas intégralement vrai, et heureusement. Les choses ne sont pas aussi tranchées, et heureusement. Les frontières des tendances syndicales ne sont pas aussi abruptes, et heureusement. Giry et Maisonnet sont de loyaux militants syndicalistes de l'enseignement. La tribune de la « R.P. » leur est toujours ouverte (sans qu'il soit besoin de « faire appel à eux » comme tu le dis) ; elle est ouverte à tous ses abonnés et lecteurs. Giry et Maisonnet sont abonnés comme d'ailleurs d'assez nombreux camarades de l'E.E. dont certains ont exprimé et expriment encore, à côté de désaccords partiels, leur accord général sur le fond et sur la méthode. C'est cette méthode que tu parais contester. Elle est pourtant la raison d'être de « la R. P. ». Celle-ci n'est pas l'expression d'une tendance structurée dans une industrie particulière ; son « noyau » et son cercle d'abonnés se recrutent dans toutes les industries et dans toutes les centrales ; elle est l'expression d'un courant beaucoup plus large qu'une tendance bien découpée. Nous « cherchons » (tandis que toi tu sembles avoir déjà trouvé) la voie d'un renouveau du syndicalisme révolutionnaire dans les conditions actuelles de la lutte des classes.

Mon cher Sublet, j'ai déjà été interminable et pourtant je n'ai fait qu'effleurer les problèmes. Tu devrais nous aider à les approfondir en étant un de ces révolutionnaires qui écrivent dans « la R.P. ». Pour aujourd'hui, je me contenterai de te dire que, pour la majorité d'entre nous je crois, la révolution qui est à faire (pas celle qui a déjà été faite) sera l'œuvre d'une synthèse entre les courants qui, dès l'origine, ont constitué l'internationale ouvrière. « La R.P. » n'est qu'un des foyers où cette synthèse se recherche et se fait.

Encouragements aux jeunes

D'Henri MONTEILLET, de Clermont-Ferrand :

Bravo, Bruno ! Ton article de novembre « Guerre ou Révolution ? » met les choses dans la ligne. Bien aussi le compte rendu de la grève des P.T.T. de Lucien Combatz. Il est souhaitable que le groupe des jeunes de l'Union des Syndicalistes s'étoffe et se structure, mais je crois qu'ils sont déjà dans la bonne voie. Je renouvelle donc selon mes moyens, étant retraité, un abonnement de soutien pour 1968.

Sur la contraception

De Jeanne HUMBERT, ces encouragements adressés à Faucier :

La pilule, acceptée avec maintes restrictions, apportera certes quelque bien-être dans les ménages conscients ; mais vous avez dû lire dans les diverses gazettes que la propagande est plus que jamais interdite et que de nouveaux décrets visent à la sanctionner encore plus sévèrement.

Les préservatifs — contraceptifs actuels ! — (car les mots effraient) sont fort limités et leur emploi est sous le contrôle de ces messieurs les médicastres, grands bénéficiaires du nouveau diktat. Enfin, mieux vaut cela que rien, mais ce n'est pas une partie gagnée.

A propos de la Caisse de grève

De DUVAL (Paris) cette lettre à Lime :

... Je viens de recevoir la « R.P. » au sujet de votre article, je préférerais la répartition. Lors d'une grève, par exemple, et selon ampleur, le syndicat intéressé, les Fédérations le cas échéant, collectent et répartissent, au fur et à mesure, les sommes reçues pour les grévistes. Une grève un peu longue ne peut réussir que si l'aide aux grévistes est efficace — et immédiate — et aussi que la grève, les revendications soient légitimes, enfin que le profit qui en sortira compensera les sacrifices consentis.

Dans la capitalisation — vous le dites vous-même — nous ne sommes pas en Amérique — et il faut se méfier de notre Etat à nous — le jour où il y aurait une somme rondelette dans les caisses syndicales — le gouvernement — quel qu'il soit — s'arrangera pour s'en emparer...

La bride sur le cou

Il faut que les syndicats deviennent plus forts pour mieux se faire entendre

Il est beaucoup question actuellement de rencontres entre dirigeants syndicaux et représentants des partis. A mon sens, les syndicalistes devraient d'abord examiner l'état de leurs forces, savoir ce qu'ils veulent et rechercher les moyens d'imposer leurs revendications.

1° Les syndicats ne représentent que des minorités. — Hormis la Fédération de l'Education Nationale (autonome) et le Livre (C.G.T.), aucune fédération ne peut se vanter de représenter valablement la profession.

Les élections d'entreprises, le nombre de cartes distribuées, de timbres payés, de mandats aux congrès ne donnent que des indications approximatives et inexactes.

Le cas de « l'entreprise PTT » est le plus clair. Les salariés y sont stables, français, peu susceptibles de changer d'entreprise. Les syndicats y sont statutairement reconnus, disposent de facilités diverses, et siègent aux commissions paritaires de discipline, d'avancement, etc.

Les positions de part et d'autre y sont connues et tranchées.

Toutes conditions qui permettent une influence « optimum » du syndicat dans l'entreprise.

Il y avait, à la dernière consultation du personnel, 270.000 postiers. La CGT revendiquait 67.000 inscrits, F.O. 55.000, la C.F.D.T. se faisant discrète. Les voix se partagèrent ainsi : CGT : 80.000 ; F.O 55.000 ; CFDT 30.000. Faites le total, vous constaterez que l'influence syndicale est relativement restreinte et ne dépasse pas de beaucoup le nombre des syndiqués.

Et encore qui est syndiqué ?

Celui à qui on a « placé » une carte CGT et dont la « cellule » couvre la différence avec un timbre symbolique ? Celui qui élit un délégué? Celui qui a quelques timbres syndicaux ?

A la CGT il faut entre six et huit timbres pour avoir une carte « valable » aux congrès ; à F.O. il en faut au moins dix. Ne parlons pas du taux des cotisations, il est ridicule, partout. Ni celui des grévistes éventuels. Les grèves locales peuvent avoir un certain succès, pour des motifs souvent sans rapport avec la revendication, mais les grèves nationales de 48 heures sont des échecs.

Combien de fédérations ont un « potentiel » syndical comme celui qui existe dans les PTT ?

2° Le « travaillisme » n'est pas souhaitable. — A l'Ouest, les Britanniques en font l'expérience. Tant que le parti est dans l'opposition on peut toujours y croire; après c'est difficile. Wilson n'hésite pas à faire matraquer les grévistes et à se conduire en patron de combat.

A l'Est, les syndicats se font les chiens de garde du pouvoir. Ne pouvant lutter contre eux, les travailleurs les négligent, fraudent autant que possible, sabotent la production, détournent le matériel, se « débrouillent » par tous les moyens. Ce qui ne manque pas d'avoir des répercussions sur l'ensemble de l'économie. Pourquoi espérer qu'une méthode qui s'est révélée pernicieuse ailleurs, pour ceux qui la subissent, serait meilleure en France?

3° Les travailleurs ne sont pas dupes. — Le mécontentement et son exploitation sur le plan local sont une chose. La revendication fondamentale en est une autre. L'échec des mouvements d'envergure en est la preuve.

On ne fait pas une grève « au finish » pour des croûtons de pain.

4° Les bureaucraties syndicales sont abusives. — Elles le sont dans la mesure où étant l'expression de toutes les tendances de la base — quand elles le sont — elles ne consultent pas les syndiqués pour prendre des décisions.

Quelle est l'organisation qui prendrait le risque de faire un référendum parmi ses syndiqués avec seulement ces deux questions : 1° Quelles sont, à votre avis, les trois revendications prioritaires? 2° Pensez-vous qu'il soit nécessaire de faire grève pour faciliter leur résolution, et combien de jours?

Jusqu'ici la méthode est utilisée à l'étranger, mais pas en France.

5° Il est plus grave de renoncer aux principes qu'à une tactique. — Quand on reconnait des principes comme justes — la liberté syndicale, par exemple — la moindre entorse devrait être sanctionnée. Faute de quoi, ceux qui se montrent fidèles sont peu à peu isolés, et leur syndicat renonce à les défendre en cas de besoin.

Si les démocrates allemands des Sudètes, qui refusaient l'intégration au IIIe Reich, avaient été défendus, l'histoire en aurait été changée.

Une alliance politico-syndicale ne peut se faire, compte tenu de ces critiques, qu'au détriment des syndicats.

Que ceux-ci deviennent les plus forts, il sera toujours temps de discuter après du problème des rapports avec les partis.

Lucien COMBATZ.

***

Quelques remarques à l'intention de nos jeunes correspondants :

1) Ne soyez pas trop longs.

2) N'écrivez pas « recto-verso », *comme disent les typos. C'est-à-dire écrivez sur un seul côté de la feuille.*

3) Laissez une marge raisonnable, pour que le « *cuisinier* » *puisse* « *préparer la copie* », *c'est-à-dire porter en marge les annotations qui seront utiles au typo.*

4) N'écrivez jamais au crayon.

LA CONTRACEPTION ET LE SYNDICALISME

(SUITE)

LE RENFORT DE DROITE

Tout autant cramponnés au maintien du *statu quo* sont les managers au cœur sec de notre économie, les technocrates, pour qui l'augmentation de la natalité se traduit en termes d'accroissement de la demande, d'expansion, de production compétitive, d'exportation, bref d'intérêt dit national dont il n'est pas superflu de rappeler qu'en notre belle civilisation capitaliste, c'est l'intérêt d'une minorité de possédants prélevant leurs profits sur la grande masse de leurs salariés dont ils perpétuent la servitude en les poussant non seulement à produire, mais à se reproduire dans la perspective d'une main-d'œuvre toujours plus nombreuse, source de nouveaux profits.

Cela étant, il va de soi que, partant de postulats différents, nous ne parlons pas la même langue. L'intérêt national, ce serait, en effet, pour nous syndicalistes, la nationalisation socialisée des moyens de production et d'échange, et comme tout indique que cette transformation n'est pas pour demain, nous devons refuser de nous laisser enfermer dans le dilemme : reproduire ou périr, qui n'est qu'un piège à gogos. Nous nous sentirons solidaires le jour où nous serons partie prenante à égalité, dans une société où n'existera plus cette aliénation de l'humain voué à la production et à la reproduction au service de la ploutocratie régnante.

A l'appui de ces considérations, l'éminent sociologue Gaston Bouthaul, professeur à l'Ecole des Hautes Etudes Sociales et président de l'Institut International de Sociologie, nous apporte son précieux témoignage. Répondant à ceux qui soutiennent que la surpopulation est une incitation au progrès, il écrit : « *L'économie est faite pour l'homme et non l'homme pour l'économie. Inviter le consommateur (ou le travailleur) à se sacrifier en vue de planifications lointaines est souvent un leurre et un abus. La seule consolation que l'on dispense aux populations déçues est de leur annoncer des lendemains radieux... pour les générations futures. Mais cette consolation s'éloigne comme un mirage si l'accroissement démographique vient dévorer le progrès à mesure qu'il se réalise...*

« *... Le dynamisme économique aveugle, les énormes ressources produites ont, en grande partie, servi à accroître les rivalités, à aviver la concurrence, à alimenter les guerres.*

« *... Toute planification « a priori » excite la mégalomanie des classes dirigeantes et l'humeur ombrageuse des nationalismes, chaque grenouille voulant se faire aussi grosse qu'un bœuf. L'économie libérale risque d'aller à sa perte si elle ne peut se dégager de l'adoration du chiffre d'affaires et du culte de la plus-value.* »

Et il conclut : « *Il nous faut résoudre deux problèmes : celui de la guerre et celui de la surpopulation ; choisir entre une civilisation de perfectionement ou un pullulement corrigé par des hécatombes périodiques. Tout le reste viendra par surcroît* » (7).

Combien d'autres avis autorisés pourraient renforcer cette opinion, tel celui de M. Parodi, professeur à la faculté de droit d'Aix-en-Provence, définissant, à la session de l'Action catholique ouvrière, « *le rôle spécifique de la classe ouvrière dans la lutte contre les fausses valeurs du néo-capitalisme et contre la conception bourgeoise axée sur le « plus-avoir » et non sur le « plus-être »*.

(7) « La Surpopulation », Payot, et « Sociologie de la politique ». Collection « Que sais-je ? ».

Une autre objection des « populationnistes » est de faire ressortir qu'une baisse de la natalité accélère le vieillissement, ce qui provoque une augmentation de la population inactive à la charge de la communauté. On passe sous silence que cette augmentation a aussi pour cause, et c'est heureux, les progrès de la médecine qui ont accru la longévité et que, parallèlement, l'allongement de la scolarité a pour effet, en réduisant le nombre des jeunes occupés dans la vie économique, de grossir à la fois les charges et la population inactive. Ce qui ne saurait contrister ceux, dont nous sommes, qui pensent qu'une plus juste répartion des profits contribuerait à supporter aisément ces dépenses supplémentaires. Au surplus, étant donné qu'il est démontré qu'un bon quart des Français vit aujourd'hui, directement ou indirectement d'activités militaires ou de réarmement — toujours insuffisant et démodé à peine fabriqué — il suffirait de reconvertir ces charges improductives en productions utiles pour procurer aux vieux travailleurs une vieillesse exempte de soucis matériels. Ce qui évidemment ne peut exister dans un pays obsédé par l'expansion de sa force de frappe.

Les statisticiens américains estiment, eux, que le quart des ressources de ce pays est englouti par la préparation à la guerre et que sa suppression permettrait d'instituer immédiatement la semaine de 30 heures avec un revenu suffisant pour améliorer le niveau de vie.

La voilà bien la vraie cause du déséquilibre entre actifs et inactifs.

Au reste, on parle de charges quand il s'agit de faire vivre des vieillards, on en parle moins lorsqu'il s'agit de subventions aux betteraviers, aux vignerons fabricants d'alcool revendu ensuite à perte pour cause de production pléthorique ; subventions encore aux banques en déconfiture, gaspillages dont la Cour des comptes nous donne un aperçu, crédits de prestige que l'on disperse aux quatre coins de l'univers, détournement par l'Etat lui-même de l'argent de la vignette escroqué aux vieux économiquement faibles, etc.

On se tait volontiers sur les charges énormes que représentent l'entretien et les soins des centaines de milliers d'handicapés physiques et mentaux de naissance, dont beaucoup sont des inactifs totaux, lâchés dans la vie avec la bénédiction des lapinistes.

Un autre remède au déficit de la population active serait aussi de réintégrer dans la production l'armée des chômeurs dont le nombre s'accroît de façon inquiétante par suite de l'incohérence et l'impréparation des reconversions industrielles, la sous-consommation, et tant d'autres facteurs de désordre inhérents au système.

Que ne parle-t-on également des millions de jeunes Français de 16 à 20 ans que nous vaut la vague démographique et que la stagnation de l'économie et le manque de formation professionnelle empêchent d'accéder au marché du travail ? Ils sont, d'après un récent rapport de l'O.C.D.E. (Organisation de Coopération et de Développement Economique), 3.500.000 à former professionnellement, dont beaucoup, après avoir quitté l'école, ne peuvent entrer dans les collèges techniques faute de places, de professeurs, de crédits... Voilà encore, en puissance, de la population active.

LE RENFORT DE GAUCHE

Une autre catégorie d'opposants, parmi ce qu'il est convenu d'appeler l'extrême gauche : communistes — ceux de « l'appareil » surtout — et cer-

tains socialistes, se retrouve curieusement en convergence avec le clan réactionnaire. Pour d'autres raisons, évidemment, ainsi résumées. Après Marx, contestant les théories de Malthus et le surpeuplement, après des femmes de valeur telles Clara Zetkin et Rosa Luxembourg déclarant « *le nombre est un facteur décisif dans la lutte pour la liberté* », ils prétendent que la misère ouvrière ne vient pas de la surpopulation, mais du régime de propriété privée qui limite l'accès de la richesse à quelques-uns et élimine les autres. La grève des ventres ne ferait, suivant cette conception, que consolider le capitalisme en atténuant certains de ses méfaits sans toucher à leur cause. « *Dans une société socialiste,* disent-ils, *le problème de la population ne se pose pas.* »

Et gare aux contrevenants ! Rompant avec l'orthodoxie du moment, Jacques Derogy, journaliste et membre du P.C., après une longue enquête qui lui avait fait découvrir les drames d'une prolifération sans mesure, publiait son livre déjà cité : « Des enfants malgré nous » qui insistait pour que soient levés les interdits de la loi de 1920 et réclamait la liberté d'information des techniques anticonceptionnelles. Cette publication qui fit sensation alors, avait suscité une violente réaction dans les sphères dirigeantes moscoutaires qui firent donner la grosse artillerie contre l'hérétique. Celle-ci se manifesta par une lettre ouverte de Thorez et Jeannette Vermeersch, publiée dans *l'Humanité* du 2-5-1956, que toute la presse communiste de province reproduisait en bonne place, et qui fit pas mal de remous dans les rangs du P.C. de la part de nombreux communistes, dont des médecins et d'autres intellectuels. On y lisait qu'il s'agissait là de conceptions réactionnaires propres à détourner les travailleurs de leur bataille pour le pain et le socialisme, que les communistes luttent « *pour que toutes les femmes puissent connaître, dans les meilleures conditions possibles, les joies de la maternité* », et le factum concluait « *Le chemin de la libération de la femme passe par les réformes sociales et non par les cliniques d'avortement* », oubliant sciemment que la contraception est justement l'antidote de l'avortement.

Venant à la rescousse, un autre orthodoxe, Jean Fréville, faisait paraître une publication « L'Epouvantail malthusien » se terminant par cette phrase : « *Dans la société sans classes, qui procurera du travail à tous et adaptera la production à ses besoins, il n'existera ni surpopulation relative ni surpopulation absolue.* »

Hélas ! L'expérience vient parfois apporter un démenti à la doctrine, comme le remarque Alfred Sauvy (8) signalant qu'en Pologne « *les dirigeants ont estimé ne pouvoir assurer à la population jeune les logements et les emplois nécessaires* ». Et de citer le professeur Raykiewicz qui s'exprime ainsi : « *Les pronostics démographiques de la Pologne publiés en 1959... ont été le point de départ d'une discussion approfondie sur le rythme de l'expansion démographique et le rythme du développement économique. Cette discussion a mis en évidence la nécessité de prendre des mesures pour limiter le nombre des naissances.* »

La triste réalité est qu'en ce domaine comme en d'autres, nos pseudo-communistes des pays occidentaux ont pour consigne de pratiquer la politique du pire, cela pour des raisons de clientèle, tablant sur le malheur et le mécontentement pour grossir leur influence électorale et autre. Aussi est-il inutile de chercher à les convaincre.

C'est pour d'autres, sincèrement entraînés dans leur sillage, que nous citerons de nouveau G. Bouthoul, énonçant comme suit le cercle vicieux de la surpopulation en régime socialiste comme en régime capitaliste : « *Cent millions d'hommes vivent dans la pauvreté, mais collaborent courageusement à la « construction socialiste ». Grâce à leurs efforts et à leurs privations, la production finit par augmenter. Mais lorsqu'elle est arrivée au niveau suffisant pour améliorer la vie de ces cent millions d'hommes qui se sont sacrifiés pendant des années, le nombre des consommateurs a atteint cent cinquante millions. Tout est à refaire. La poursuite de l'aisance devient un rocher de Sisyphe, un mirage que l'on n'atteint jamais.* »

Un autre spécialiste, M. Paul Sears, abonde en ces termes : « *Admettons que la production mondiale puisse nourrir vingt-cinq milliards d'hommes, il me serait quand même agréable de n'être pas obligé de manger debout.* »

On pourrait développer cette idée et, pour concrétiser, la situer sur le plan français. Par exemple, puisque nous sommes cinquante millions et qu'on nous annonce que ce chiffre va plus que doubler d'ici l'an 2000, il est probable que ceux qui vont naître voudront avoir, comme ceux qui les ont précédés, le même confort, sinon plus, car, avec l'élévation du niveau de vie, né de l'essor économique et social, les hommes de demain, et c'est bien légitime, seront plus exigeants que ceux d'aujourd'hui ; il leur faudra plus de place pour le confort de l'habitat, leurs voitures, la circulation intensifiée, les équipements collectifs, les distractions, etc. (9).

LES TERMITIERES

La croissance et l'extension des cités nécessitera de longues randonnées quotidiennes jusqu'au lieu et au retour du travail et dans des conditions que l'on peut prévoir lorsqu'on constate l'entassement actuel dans les transports en commun et l'encombrement des routes.

Tout a été dit sur ces affreux cubes et ces tours concentrationnaires, dénommées grands ensembles, que l'on voit pousser autour des villes, dévorant les espaces verts et où étouffe une population devenue trop dense. Le problème est encore aggravé par la précipitation des individus vers les grandes agglomérations urbaines. A Paris, notamment, où l'on est mieux rémunéré qu'en province, sont attirés ceux qui recherchent de meilleures conditions de vie et viennent se jeter dans la termitière. On encaisse tout : l'entassement locatif, la course dans le métro, le déferlement agressif de la foule aux heures de pointe, impatiente d'abréger les longs parcours, etc. (10).

Cette situation est le constant souci des pouvoirs publics aux prises avec des difficultés insurmontables, procédant à des remaniements incessants à l'intérieur des villes, élargissant les chaussées, grignotant les trottoirs, creusant le sous-sol pour y faire des parkings, des voies souterraines, réglementant toujours plus difficilement le stationnement des voitures dont le foisonnement inévitable multiplie les embarras et les embouteillages qui paralysent la circulation.

Conférences et colloques se succèdent sur l'aménagement consécutif du territoire. Pour parer au plus pressé, de nouvelles métropoles sont envisagées pour y déverser le trop-plein des villes ; ce qui n'ira pas sans efforts coûteux dont le résultat le plus clair sera de propager la « sarcellite » et d'accentuer la grande pénitence des contribuables les moins pourvus. Encore ce ne sont là que des projets, car il est bien connu que « l'intendance

(8) « La Prévention des naissances ». Col. « Que sais-je ? ».

(9) A. Sauvy : « Nous sommes essentiellement dans la civilisation du surmenage et des besoins, ceux-ci grandissant plus vite encore que les moyens de les satisfaire. » (« Le Monde » du 1-9-1967.)

(10) On évalue déjà à trois millions le nombre d'heures perdues en déplacements par la population active parisienne.

ne suit pas », que la crise du logement est permanente, comme tarde la construction des autoroutes, des équipements sanitaires et autres locaux scolaires. Tant il est vrai que les modestes deniers publics ne peuvent à la fois suffire au social, à la bombe et aux fusées de prestige.

En attendant, sans trop d'illusions ces réalisations, il ne manque pas de gens clairvoyants et bien intentionnés qui se sont émus des conséquences de ce pullulement et ont tenté d'éviter au possible aux citadins de vivre dans le vacarme et la promiscuité. Des ligues de toutes sortes se sont créées, dotées de patronages impressionnants d'hommes de science et de sociologues plus ou moins représentatifs, pour lutter contre le bruit, contre la pollution de l'atmosphère empestée par les gaz toxiques de la motorisation à outrance, du chauffage, etc., dans des espaces toujours plus denses, pour la défense du piéton menacé par l'envahissement des véhicules, contre le massacre des forêts et la défense des espaces verts... Efforts louables pour limiter les dégâts, mais qui ne sont que cautères sur jambe de bois tant qu'on ne s'attaque pas à la cause.

POPULATION ET SUBSISTANCES

Situé au cœur même de la question sociale, il est un autre problème capital : celui du rapport de la surpopulation et des ressources naturelles qui, s'il ne se pose pas dans l'immédiat pour les économies développées de l'Occident, peut néanmoins devenir inquiétant dans un proche avenir.

On connaît l'équation malthusienne suivant laquelle les possibilités d'accroissement de la population sont incalculables, progressant d'une manière géométrique (2, 4, 8, 16, etc.), tandis que les moyens de subsistance n'augmentent que par une progression arithmétique (1, 2, 3, 4, etc.), amenant, par la limitation des terres cultivables, une misère accrue des masses populaires, d'où la nécessité d'une prudence procréatrice.

A cette thèse, reprise par les néomalthusiens, on n'a pas manqué d'objecter que le temps qui s'est écoulé depuis cette affirmation n'a pas permis de constater une telle différence entre les deux progressions, qu'il reste encore de nombreux territoires incultivés à mettre en état de rendement, que les procédés de culture intensive vont se perfectionnant sans cesse... Ce qui, pour l'heure, ne semble guère contestable. Mais la science agricole, même aidée des découvertes de la physique et de la chimie, pourra-t-elle permettre un accroissement tel des productions alimentaires et autres qu'il puisse suivre indéfiniment celui de la population ? Il est vérifié qu'en cette matière, comme en d'autres, au-delà d'un seuil donné, les rendements des cultures sont de plus en plus faibles au fur et à mesure qu'ils atteignent leur maximum. Tout comme les records sportifs qui feront gagner quelques secondes, puis seulement une fraction de seconde aux champions. D'autre part, le forçage de la terre, le déboisement — dont ont été souvent signalés les graves inconvénients concernant le climat — ne sont pas non plus sans porter un grave préjudice aux cultures.

On nous sert aussi l'exploitation illimitée des océans. Or, là aussi, les spécialistes considèrent que c'est un leurre. Pour lutter contre le dépeuplement des mers et prévenir une exploitation excessive de la faune marine, on a déjà dû réglementer la pêche à caractère industriel, c'est-à-dire celle qui a une production de masse dans les zones poissonneuses fréquentées par des flottes de chalutiers dévastateurs. Pour éviter la disparition progressive de l'espèce, la chasse à la baleine a également fait l'objet d'une convention internationale très sévère qui limite le nombre de prises annuelles ainsi que les zones de pêche et sanctionne toute prise au-dessous de la taille autorisée.

Quant au plancton, alimentation future des populaitons affamées, c'est une galéjade, les biologistes ayant reconnu la toxicité de certains de ses constituants qui s'opposent à sa consommation. Les Japonais, ayant de leur côté entrepris la culture des algues sur une assez grande échelle, se sont vite aperçus des limites de cette exploitation.

Des savants, prévoyants le tragique de la situation, se sont penchés sur la fabrication de succédanés alimentaires : beurre extrait de la houille, protéines tirées du pétrole et autres expédients. Mais, même si l'on parvenait à trouver l'aliment miracle, telle la fameuse pastille azotée, chimère du chimiste Marcelin Berthelot, quand bien même les progrès de la production alimentaire permettraient la satisfaction au-delà des besoins, ils ne pourraient reculer les limites de « l'enclos où s'agitent les humains ».

D'autant qu'il n'y a pas seulement le problème des subsistances ; celui des sources d'énergie, des matières premières n'est pas moins important. Les réserves de charbon, minerai, pétrole, gaz naturel, etc., ne sont pas inépuisables ; l'énergie électrique dont la consommation double tous les dix ans, même en multipliant les barrages, risque bientôt de ne plus pouvoir répondre aux besoins sans cesse grandissants du monde moderne. Certes, de grands espoirs se fondent sur cette nouvelle panacée : l'énergie nucléaire qui, effectivement, pourrait être un immense facteur de progrès humain si la production d'énergie nucléaire, produite par l'uranium, élément radio-actif et matière première essentielle pour les réactions nucléaires et les piles atomiques, n'avait que ce seul objectif. Or, au temps de l'affrontement des grandes puissances prises dans l'engrenage de l'impérialisme économique et politique, accaparées autant par une compétitivité aberrante que par la suprématie des armements, l'énergie nucléaire ne saurait se limiter aux besoins humains. Et comme l'uranium 235 sert aussi à la fabrication de bombes atomiques, la concurrence internationale se fait de plus en plus âpre entre les nations industrialisées pour la possession de terrains uranifères. Des sommes astronomiques sont gaspillées pour cette recherche ; la science et la technologie sont requises ; les laboratoires se disputent les savants atomistes...

(A suivre.) **N. FAUCIER.**

P.S. — Surprise de constater que la « Tribune socialiste » (hebdo du P.S.U.) du 21-12-67, dans un article intitulé : « Pour une croissance démographique », emboite le pas aux lapinistes les plus outranciers, conviant la gauche à participer à la croisade pour les 100 millions de Français. Article partial, axé surtout sur l'aide renforcée aux familles et négligeant sciemment de mentionner l'existence des centres de planning familial, de même que la revendication du contrôle des naissances par Mitterrand, leader de cette même gauche. Rien sur la pilule et le projet Neuwirth qui, quoique édulcoré pour l'essentiel, voire saboté, vient d'être adopté par les deux Chambres. Pas un mot non plus sur l'arbitraire de la loi de 1920, pas plus que sur la servitude de la mère de famille nombreuse. Et c'est une femme, soi-disant spécialiste, oubliant que la première des libertés pour la femme est la libre maternité, qui signe cet appel à la collaboration des classes, à l'union sacrée pour l'action repopulatrice !

Nous voulons croire qu'il se sera trouvé parmi les membres du P.S.U. des militants assez conséquents pour réagir comme il convient contre cette conception étriquée et intégrationniste du socialisme. — *N. F.*

NOTULES

A QUOI SERT LE MATERIEL DE GUERRE RUSSE EN ALGERIE ?

Dans la *R.P.* de mars 66, alors que Boumedienne venait d'éliminer Ben Bella, nous avons dit que l'animateur du coup d'Etat suivant serait, probablement, le commandant des blindés.

Ceci n'a pas manqué de se produire, en décembre 67.

Cependant il est arrivé que le commandant ne l'a pas emporté sur le colonel. Les avions russes du cinq galons ont démoli les chars « soviétiques » de l'autre.

O MM. Kossyguine et Brejnev, que pensez-vous de l'utilisation qui est faite, là, de votre matériel ?

...Surtout si l'on ajoute l'aventure de cette escadrille algérienne de Mig qui, pendant les hostilités de six jours, a fini son voyage en se posant sur un aérodrome « égyptien », déjà occupé par les Israéliens !

x x x

On comprend donc que la vignette automobile algérienne, qui coûtait déjà, avant juin, 20.000 francs (pour six mois) comporte, depuis lors, en rallonge obligatoire, une contribution de 5.000 francs, pour « *l'EFFORT DE GUERRE* ».

ET BEN BELLA ?

Au retour de mon voyage de 65-66 en Algérie, j'écrivais (*R.P.* mars 66) : « *Quant à Ben Bella, on le croit vivant.* »

A l'issue d'un nouveau voyage (fin 67) je crois pouvoir dire que cette croyance a, aujourd'hui, diminué.

En voyage, n'est-ce pas, il est bon de causer avec les gens que l'on rencontre. A Bône, donc, j'échange quelques propos avec l'homme qui se trouve être mon voisin à la terrasse d'un de ces grands cafés qui sont l'ornement du cours Bertagna (pardon, « cours de la Révolution »).

Cet homme n'est ni arabe, ni français. C'est comme on dit là-bas, un « Européen ». Il n'a pas quitté l'Algérie depuis vingt ans.

Comme témoin « des événements », il n'est donc pas mauvais.

Or, comme dans la conversation, j'avais prononcé le mot de « Ben Bella », il tranche :

— Ben Bella est mort !
— Voyons ! Sa mère l'a vu.
— On vous a fait croire que...
— Diable !
— Ben Bella est mort le 19 juin 1965 !

Je n'en croyais pas mes oreilles.

Puis j'ai dû réfléchir.

1. Ben Bella, on ne sait pas où il est « détenu », alors que pour les autres prisonniers d'Etat, on le sait, à peu près : prisons de l'Harrach, Lambèse, Mondovi, Berrouaghia, Ami-Moussa.

2. Aucune personne pouvant porter un témoignage qualifié n'a été autorisée à voir le « prisonnier ». Une lettre collective de savants de divers pays, dont le Pr J. Berque du Collège de France (voir *R.P.* décembre) a été adressée à Boumedienne. Cette lettre est restée *sans réponse,* ce qui est à peu près inimaginable. Avant cela, quantité d'autres démarches, par des personnes très qualifiées, n'avaient obtenu aucun succès.

3. On se rappelle peut-être enfin qu'au lendemain de l'opération nocturne du 19 juin 65 on a dit que l'homme était blessé, « légèrement blessé ». Puis on n'a plus parlé de blessure. On n'a plus parlé du tout.

En contrepartie nous devons dire que, dans sa brochure « *Qu'est devenu Ben Bella ?* » le « Comité pour la défense d'Ahmed B. Bella et des autres victimes de la répression en Algérie » se dit assuré que l'homme est vivant. Il serait bien facile à M. Boumedienne de faire disparaître toute inquiétude, de nous prouver que les deux Ben (Bella et Barka) ne sont pas actuellement au même... pays.

J. PERA.

L'impérialisme chinois dénoncé par les Russes

On sait que parmi les arguments que le gouvernement américain avance pour justifier son intervention au Vietnam figure la nécessité de s'opposer à l'expansionnisme chinois qui menace d'envahir toute l'Asie. Or, les Soviétiques accusent également la Chine de cet expansionnisme. Dans son numéro du 4 octobre 1967, la « Literatournaya Gazetta » de Moscou publiait un article sous la signature d'Henri Ernst dans lequel est dénoncé avec force détails le plan chinois d'expansion en Asie.

Voici quelques passages de cet article dont l'essentiel a été reproduit par la revue « Est-Ouest » du 1er novembre 1967 :

« Il ne reste désormais plus de doute que sous la devise « le vent souffle de l'Est » proclamée à Pékin il y a un plan concret... La substance de ce plan en ce qui concerne la politique étrangère n'est pas difficile à exposer... : l'idée de base consiste à créer une sorte de super-Etat englobant l'Asie non seulement orientale mais aussi centrale et même plus tard occidentale...

« Outre la Chine elle-même, on se propose d'annexer au Reich de Mao la Corée, la République Populaire Mongole, le Vietnam, le Cambodge, le Laos, l'Indonésie, la Malaisie, la Birmanie et certains autres pays de cette région. La deuxième étape... prévoit l'expansion en direction de la presqu'île de l'Hindoustan, de l'Asie centrale et de l'Extrême-Orient soviétique, du Proche-Orient...

« Ce qui se passe en Chine même, cela ne ressemble-t-il pas à des actes de fous furieux ? Et certains événements récents en Indonésie, les incidents de la frontière sino-indienne, en Birmanie, en République Populaire Mongole, au Cambodge ne concordent-ils pas avec les objectifs du plan de Mao ?...

« L'autocratie militaire de Pékin rêve évidemment d'un nouvel empire victorieux marchant formellement sous le drapeau rouge du socialisme, mais copiant en réalité la politique militariste des empereurs de Chine, conquérants et mandarins des siècles depuis longtemps oubliés, des temps féodaux où certains pays et régions voisins de la Chine, par exemple la Birmanie et le Vietnam, étaient ses vassaux... »

Très juste. Mais l'on pourrait tout aussi bien dénoncer les entreprises des Russes pour s'implanter dans tous les pays du « tiers monde ». Ce qui permettrait de constater que « l'anticolonialisme » professé par les pays « communistes » n'est que le « moyen de masquer leur propre colonialisme.

Notes d'Economie et de Politique

PHYSIQUE ET MÉTAPHYSIQUE

Je m'excuse si je vais traiter d'un sujet qui sort passablement du cadre de cette rubrique, mais qui n'est pas complètement étranger, je pense, au but que, d'après son titre, poursuit notre revue, car les révolutionnaires, en France surtout, ont toujours uni étroitement leurs vues sociales et leurs vues philosophiques.

Cela est-il dû à l'influence de la Révolution de 89 qui a si profondément marqué, tout au cours du XIXe siècle, le mouvement ouvrier français, étant donné que cette révolution est sortie directement des enseignements des philosophes de l'Encyclopédie — ou bien est-ce tout simplement à ce que nous sommes des Latins, enclins à faire entrer l'ensemble de nos pensées et de nos actes dans un même système ? Je ne sais.

En tous cas le fait est que, tant qu'il y eut en France un prolétariat révolutionnaire, on ne pouvait pas ne pas y être en même temps matérialiste et socialiste (au sens large de ces deux mots). L'émancipation économique ne se concevait point sans l'émancipation intellectuelle.

Tous nos chants révolutionnaires en témoignent.

« Pends ton propriétaire ! Fous les églises par terre ! » clame le Père Duchesne. La « Carmagnole » ne se contente pas de réclamer pour le républicain « du fer pour travailler » et « du pain pour ses frères », elle affirme aussi que ce que demande un républicain, c'est « vivre et mourir sans calotin ».

En un raccourci puissant, une formule qui fut de toutes la plus répandue dans les milieux révolutionnaires, exprime remarquablement bien cette double aspiration : « Ni Dieu, ni maître ! » Et c'est dans son chant de « l'Insurgé », le plus connu, après « l'Internationale », que Pottier a exprimé l'opinion générale ouvrière de son époque en amalgamant étroitement insurrection et rationalisme. « L'Insurgé, son vrai nom c'est l'homme... qui n'obéit qu'à la raison car le soleil de la science se lève rouge à l'horizon ! »

Dès lors, parler de science et de philosophie à un moment comme aujourd'hui où il se peut que les relations entre ces deux domaines de la pensée soient en train de changer radicalement, ne sont peut-être plus, il me semble, du domaine de la *Révolution Prolétarienne*.

MATIERE ET PENSEE

Quand nous considérons le monde que nous observons, l'ensemble de tout ce qui existe, nous constatons la présence de deux catégories de phénomènes, très différentes l'une de l'autre.

La première comprend les phénomènes matériels, c'est-à-dire les modifications qui se produisent dans des objets occupant un certain volume. Tout au contraire, les phénomènes de la seconde sorte n'ont point de volume, ils n'ont ni longueur, ni largeur, ni profondeur, nous ne pouvons donc plus les situer dans l'espace, ils sont hors de l'espace, ce sont les phénomènes de la pensée, ce sont les *idées*.

Certes, pensée et matière ne sont pas sans liens entre elles. Sans cerveau, pas d'idée. C'est le fonctionnement de notre système nerveux qui, lui, est situé dans l'espace, et est doté de tous les attributs de la matière, qui permet aux idées d'apparaître et de s'enchaîner. Que le système nerveux soit détruit et la pensée disparaît.

Mais il n'empêche que la pensée est tout autre chose qu'un ensemble de cellules nerveuses, que si elle dépend du cerveau, elle n'a pas la caractéristique matérielle de celui-ci. Elle n'occupe pas une portion de l'espace, elle n'a pas de dimensions. Elle n'est point quelque chose de physique.

On nous dira peut-être : mais tout ce qui est physique n'est point forcément matériel, par exemple ce quelque chose qui joue un si grand rôle dans la physique moderne, qu'on appelle l'énergie. Mais non ! Car l'énergie n'existe que dans la matière ; hors de la matière elle n'existe pas, elle n'est qu'une des qualités de la matière ; nous disons l' « énergie » tout court mais, en fait, l'énergie n'existe pas ; seules existent l'énergie d'un corps, d'un atome, d'une particule, etc... mais de l'énergie libre, sans support matériel, non seulement ça n'existe pas, mais cela ne peut même pas se concevoir.

Or, il en est autrement avec la pensée ; c'est même tout le contraire car, non seulement nous imaginons très bien la pensée sans support matériel, mais nous ne pouvons nous représenter qu'elle en ait un. Nous savons que la pensée n'existe point sans cerveau, mais elle nous apparaît comme d'une tout autre nature que lui.

Or, entre matière et pensée, au point de vue de l'étude que nous pouvons en faire, il existe une différence essentielle, c'est que la matière est mesurable, tandis que la pensée ne l'est pas.

L'espace, en effet, est mesurable, si bien qu'en partant de mesures de l'espace, on peut mesurer toutes les propriétés de la matière, alors que la pensée, n'occupant point une partie de l'espace, n'est pas mesurable.

Il en découle cette conséquence fondamentale que les phénomènes matériels peuvent être objets de science, alors que les phénomènes de la pensée ne peuvent point l'être, car, ainsi que l'a dit naguère Henri Poincaré, il n'est de science que de mesurable. Une loi scientifique n'est, en effet, pas autre chose qu'un rapport entre certains phénomènes.

Ne pouvant être objets de science, les idées, et tout ce qui s'y rapporte sont donc hors de la physique ; cependant elles existent et, en conséquence, sollicitent également notre attention. Nous ne pouvons faire autrement que de réfléchir à leur origine, à leur nature, à ce qu'elles sont et à ce qu'elles signifient, et c'est cette étude qui va au delà des phénomènes physiques qu'on appelle la métaphysique.

A la physique le domaine de la Matière, à la métaphysique celui de l'Esprit !

Eh ! bien, c'est dans ces deux domaines, très différents, que par des procédés fondamentalement différents, l'esprit humain a cherché à comprendre le mécanisme du monde, cela depuis sans doute la naissance de *l'homo sapiens*, en tous cas depuis le début de la période historique.

et aussi « Coupe les uns en deux, etc... » C'est la chanson de Ravachol marchant à la guillotine...

MATERIALISME ET IDEALISME

Le destin de ces deux ordres de recherches n'a pas été le même.

Les recherches sur la matière ont abouti à la science, c'est-à-dire à des résultats positifs sur lesquels tout le monde ne peut être que d'accord, puisqu'une loi scientifique ne consistant que dans la constation de certains rapports de grandeur entre des phénomènes, chacun peut mesurer ces rapports de grandeur, et en vérifier l'exactitude. Donc, ici, pas de contestation possible, si ce n'est momentanée.

Dans le domaine de la métaphysique, pour le monde des idées, c'est tout autre chose. Pas moyen de mesurer un rapport de grandeur entre deux idées, et encore bien moins entre une idée et des phénomènes matériels.

Donc, en métaphysique, chacun peut avoir des opinions différentes, sans qu'il soit possible de décider qui a raison, ni même si quelqu'un a raison. Aussi, l'imagination des hommes a-t-elle pu, dans ce domaine, s'en donner à cœur joie. De telle sorte que l'on peut presque dire que chacun a une métaphysique différente.

Cependant, étant donné qu'il y a certainement des rapports entre le cerveau et la pensée, donc entre la matière et l'immatériel, il doit y avoir également des rapports entre le physique et la métaphysique.

Et c'est pourquoi l'on s'est posé cette question: le monde n'est-il que matière, et la matière produit-elle la pensée, tout comme elle produit, par exemple, de la lumière ? Ou bien, tout au contraire, la pensée n'est-elle pas seule à exister, le monde matériel n'étant que sa propre création, qu'une « idée » comme une autre ! Ou bien encore, la matière et la pensée sont-elles deux entités absolument distinctes, dont l'une peut agir sur l'autre, mais qui n'en sont pas moins irréductibles l'une à l'autre, tout comme deux individus sont étrangers l'un à l'autre, bien quils puissent s'influencer l'un l'autre ?

C'est là le problème philosophique N° 1, auquel théologiens et philosophes ont, depuis plus de deux mille ans, tenté d'apporter une réponse.

C'est ainsi, par exemple, que, pour à peu près toutes les religions l'esprit et la matière sont deux choses fondamentalement différentes, avec l'esprit — l'esprit de Dieu chez les judéo-chrétiens, l'esprit des dieux chez les païens, les esprits qui habitent chaque être ou chaque chose chez les nègres — créant et animant la matière.

Animistes

Par contre, chez les philosophes, les opinions diffèrent.

Pour les matérialistes purs, comme Epicure, la matière seule existe, et c'est la rencontre des atomes dont elle est formée qui est à l'origine de toutes choses, v compris de la pensée.

Pour Platon, c'est l'inverse. Seule la pensée, seule l'Idée a une existence véritable, la matière n'étant qu'un reflet de l'Idée.

De même, pour Leibnitz, la matière n'est qu'un composé d'idées, un composé de particules sans dimensions, donc non matérielles, qu'il appelle des « monades ».

Enfin, pour Schopenhauer, le dernier en date des grands métaphysiciens, le monde est le produit d'une force qu'il appelle la « Volonté » ; c'est cette force qui crée le monde d'une façon continue, le transformant sans cesse en vertu de son propre développement.

LA SCIENCE FAIT SON ENTREE DANS LA METAPHYSQUE

Or, la science ne s'était pas souciée, jusqu'à aujourd'hui, de toutes les imaginations des métaphysiciens. Son domaine propre, celui de la matière, lui suffisait. Tout ce qui n'était pas matériel, ou en relation directe avec la matière, tout ce qui n'était pas mesurable, restait en dehors de ses préoccupations du fait qu'elle n'avait jamais jusqu'ici constaté l'influence d'aucun autre monde sur le monde matériel.

Eh ! bien, et c'est là où je veux en venir : tel n'est plus le cas aujourd'hui.

Maintenant qu'elle est parvenue à l'observation des phénomènes les plus élémentaires, qu'elle étudie, non plus les corps, non plus les molécules, ni même les atomes, mais les particules, la science constate qu'à cette échelle infime, la matière elle-même est susceptible de disparaître. La matière qu'on estimait jusqu'ici indestructible, s'évanouit dans le néant dès quelle a atteint des dimensions suffisamment petites, et, qui plus est, elle semble être gouvernée par le néant lorsque ses dimensions commencent à lui permettre d'apparaître.

Essayons de préciser plus concrètement les affirmations quelque peu rocambolesques que je viens d'énoncer et pour cela revenons-en d'abord si vous le voulez bien à Leibnitz.

DE LA MONADE AU MONDE SUBQUANTIQUE

Leibnitz, philosophe et mathématicien du XVII[e] siècle, est le père à la fois de la monade, et du calcul infinitésimal, ces deux jumeaux d'une même idée.

Comme mathématicien Leibnitz institua ce qu'on appelle le calcul infinitésimal, c'est-à-dire un calcul où l'on admet que lorsqu'une grandeur diminue infiniment, on peut, en observant tout au moins certaines règles, la considérer comme nulle.

Et comme philosophe, Leibniz estime que l'élément ultime dont sont constitués les corps ne peut être matériel, que c'est quelque chose de non matériel, qu'il dénomme « monade ».

La corrélation entre la mathématique et la métaphysique du philosophe mathématicien est donc évidente. Toutes deux sont fondées sur le principe qu'au-dessous d'une certaine dimension non précisée, la matière n'existe plus.

Or, cette dernière affirmation qu'a entièrement confirmée la physique moderne, en précisant même, ce que n'avait pu faire Liebnitz, à partir de quelles dimensions la matière disparaît. (1)

En effet, deux très grands physiciens, Planck et Einstein ont, chacun de leur côté, démontré, tout au début de ce siècle, que deux attributs fondamentaux de la matière (l' « action » et

---

(1) On pouvait s'attendre d'ailleurs à une telle confirmation, du fait que le calcul infinitésimal est appliqué depuis près de 300 ans par tous les savants du monde, et que leurs calculs ont toujours été confirmés par l'expérience, ce qui eût été impossible si l'hypothèse figurant à la base de leurs calculs n'était pas conforme à la réalité. Inversement, c'est cette inexistence de toutes choses au-dessous d'une certaine grandeur, y compris l'espace,qui explique pourquoi les raisonnements parfaitement logiques du philosophe grec Zénon (Achille ne peut rattraper une tortue) ne sont pas confirmés par les faits.

I Et pourquoi ne pas penser que Matière et Esprit ne sont qu'une seule et même chose, sous deux aspects différents.

Mais cette fameuse "Volonté" présente en chacun de nous, d'où vient-elle ? de la Nature ? de la vie ?

l' « énergie ») ne sont pas divisibles à l'infini. Au-dessous d'une certaine grandeur qu'ils ont appelée « quantum », il n'y a plus d' « action », il n'y a plus d' « énergie ». On en déduit facilement que tout ce qui existe, tout ce qui est matériel, et même le concept de ce cadre dans lequel nous situons la matière, l'espace, n'existe plus au-dessous d'une certaine grandeur, d'un certain « quantum ». Divisez un centimètre par le nombre de 10 suivi de je ne sais plus combien de zéros et au-dessous de cette longueur, il n'y a plus d'espace, il n'y a plus de longueur !

L'anticipation philosophique et mathématique de Leibnitz s'est trouvée ainsi magnifiquement confirmée.

Mais, plus récemment, on a fait un nouveau pas.

On s'est demandé si en deça de ces quanta, en deça de ces grandeurs à partir desquels il n'existe plus rien de matériel, au-dessous desquelles le monde physique s'évanouit, il n'existe tout de même pas quelque chose, quelque chose d'autre.

Et c'est ainsi que certains physiciens ont abouti, il y a une douzaine d'années, à la conclusion qu'il existait peut-être un monde « subquantique », c'est-à-dire un monde où quelque chose existe, mais quelque chose qui n'est plus mesurable, quelque chose qui n'est plus perceptible à nos sens, quelque chose qui n'est pas matériel, mais qui est néanmoins susceptible d'influencer le monde « quantique », c'est-à-dire le monde matériel, celui où se passent les phénomènes que nous percevons.

Enfin ! et c'est là, le dernier point, le physicien Louis de Broglie, non seulement s'est rallié à ce point de vue, mais il a précisé qu'à son avis, il y a au moins un phénomène matériel, un phénomène du monde quantique, du monde que nous percevons et que nous étudions, qui ne peut s'expliquer que par l'influence du monde « subquantique ».

Voici exactement de quoi il s'agit :

Si l'on observe une particule élémentaire de matière (électron, photon, etc.) en mouvement, on constate que la trajectoire suivie par cette particule n'est pas une ligne continue, elle est composée d'une série de petits zig-zags, et que ces petits zig-zags diffèrent selon les particules, même s'il s'agit de particules identiques lancées dans des conditions identiques. (2)

De Broglie en conclut que ces zig-zags inexplicables, que la particule en mouvement effectue de part et d'autre d'une trajectoire moyenne qui, elle, est identique pour toutes les particules, constitue une « agitation aléatoire » qui ne peut guère être attribuée qu'à « *un contact énergétique permanent de la molécule avec une sorte de thermostat caché qu'il est naturel d'identifier avec le milieu subquantique de MM. Bohm et Vigier* ». (De Broglie : La thermodynamique cachée des particules.)

Ainsi donc, le monde subquantique, le monde non matériel, agirait sur les phénomènes du monde quantique, c'est-à-dire du monde matériel.

C'est là une découverte considérable, un fait entièrement nouveau, absolument contraire à toute ce que jusqu'ici la science proclamait.

???...

Quels seront les développements ultérieurs de cette hypothèse ?

Pourra-t-on déterminer avec exactitude la nature du monde subquantique ? Ou, tout au moins les relations exactes entre ce monde et le monde matériel? Pourra-t-on faire du subquantique autre chose qu'une sorte de *deus ex machina* qu'on sortira chaque fois qu'on voudra avoir l'air d'expliquer ce qui, en réalité, demeure inexplicable ? Je ne sais.

Mais d'ores et déjà il me semble que l'on peut dire ceci :

En fait, nous savons depuis longtemps, ainsi que je l'ai rappelé au début de cet article, qu'il y a au moins un domaine où le non-matériel, le non-mesurable, peut agir sur la matière, c'est celui de la vie, de la vie animale au moins. Notre esprit n'est pas quelque chose de matériel, et cependant il est capable d'agir sur notre corps, qui, lui, est matière : quand nous avons l'idée de lever le bras, que nous voulons le lever, notre bras se lève.

Il se peut donc que ce soit par une action du même genre, action dont nous ignorons complètement le mécanisme (3), que le subquantique agit sur la matière.

Et cela nous amène à rappeler que Schopenhauer déclarait que la Volonté (avec un V majuscule) gouvernait le monde, les choses comme les hommes, extrapolant ainsi la volonté humaine jusqu'aux dimensions de l'univers.

Quoi qu'il en soit, si se confirmait l'existence d'un monde subquantique agissant sur le monde matériel de la même manière que la volonté d'un animal agit sur les mouvements de son corps, ce serait -là un grand progrès vers une conception marxiste de l'Univers, conception qui a toujours été la grande idée directrice à la fois de la philosophie et de la science : ramener la diversité à l'unité : c'est-à-dire rechercher dans les phénomènes, si différents d'aspects qu'ils puissent paraître, ce qu'ils ont de commun.

En tous cas, si l'existence d'un monde subquantique, c'est-à-dire d'un monde non sensible, gouvernant et dirigeant le monde sensible, se confirme, notre conception des choses, du monde et de nous-même en sera totalement bouleversée.

R. LOUZON.

---

(2) Il est intéressant de remarquer que, comme presque toutes les découvertes de la physique contemporaine, le parcours des particules élémentaires selon une trajectoire en partie indéterminée, avait été prévu par la philosophie antique. En effet, Epicure affirmait, à la fois, que les particules élémentaires de la matière suivaient *en gros* une trajectoire bien déterminée, mais qu'elles s'en écartaient quelque peu, de temps en temps, et dans une mesure qu'il était impossible de prévoir (*clinamen*). C'était donc une philosophie déterministe avec un grain d'indéterminisme — tout comme la physique d'aujourd'hui.

Ceux de nos camarades qui s'intéresseraient particulièrement à cette question pourraient lire avec fruit la thèse de doctorat de Marx sur Démocrite et Epicure. Et ce qui étonnera peut-être beaucoup de « marxistes », c'est que dans cette étude Marx prend parti pour l'indéterminisme relatif d'Epicure, contre le déterminisme rigoureux de Démocrite.

(3) On dira peut-être que quand nous voulons lever le bras, il se produit dans notre système nerveux toute une suite de phénomènes matériels qui sont la cause que notre bras se lève. C'est entendu. Mais ce qui demeure inexplicable c'est que notre idée de lever le bras, déclenche dans notre système nerveux les dits phénomènes matériels.

II Sans parler de Spinoza et de Kant, que Louzon laisse de côté,
cf. la théorie unitaire (non dualisme) indienne du Vedanta Advaita.

Mandarine et mandarins

Le 6 décembre 1967 on donnait sur la deuxième chaîne une émission intitulée « Demain la Chine ». Une femme d'une rare culture, docteur en médecine et écrivain célèbre, Han Suyin, y prit part après la projection du film lors d'un débat à son sujet. Cette femme est eurasienne, née de mère belge et de père chinois. De plus, elle ne cache pas du tout son admiration pour Mao, et elle justifie la Révolution culturelle. Elle est veuve d'un général de Tchang Kai Chek, remariée depuis en troisièmes noces avec un Hindou. C'est donc une « mandarine ». Son livre le plus connu, « Multiple Splendeur », a été vendu en France à 800.000 exemplaires et à plusieurs millions dans le monde. Elle est donc riche, parle parfaitement le français et d'autres langues. C'est une mandarine (mais une bonne mandarine, vous allez voir).

Ce qui est intéressant à connaître, ce n'est pas tellement sa carrière personnelle, mais ce qu'elle a dit des mandarins des universités de l'autre côté du rideau de bambou.

D'abord Mao a proclamé : « Couper les têtes ne change rien, c'est le cerveau qui doit changer. » Citons toujours Han Suyin. « En Chine, du fait que le mandarinat du passé était basé sur l'éducation, seule la classe dirigeante était éduquée. En 1949, 5 % des gens seulement savaient lire et écrire, 95 % étaient illettrés. Le partage « dirigeant-dirigé » se faisait sur la base de l'éducation. La Chine n'avait pas d'aristocratie, mais une « littératocratie » et ce lien intime entre l'éducation et le pouvoir a duré 2.500 ans.

La grande tentation est que, même avec le parti communiste au pouvoir, une nouvelle classe dirigeante d'individus privilégiés, même communistes et issue des universités, se reproduirait facilement, ce qui était en train de se produire en Chine. C'est là le problème complexe, difficile, très mal compris en Occident, de la Révolution culturelle.

En 1949, lorsque le parti communiste a pris le pouvoir, il n'y a pas eu ces liquidations totales que l'on a vues en Russie : au contraire, les intellectuels bourgeois du passé, dont beaucoup avaient servi l'ancien régime, ont conservé leurs fonctions et postes dans les universités. C'était l'élite mandarinale (avec toutes les mauvaises habitudes de se considérer supérieure au reste de la population), ainsi maintenue en place puisqu'il n'y avait personne d'autre pour assurer la continuation de l'éducation.

Il y avait donc depuis le commencement une contradiction profonde dans le secteur culturel entre le désir et le but du parti communiste qui était d'ouvrir largement les universités aux enfants des travailleurs et des paysans, et les intellectuels qui voulaient les garder pour leurs enfants. Quoique acceptant ostensiblement le régime communiste, certains d'entre eux désiraient vraiment perpétuer leurs pouvoirs en captant les postes universitaires-clés, non seulement pour eux, mais pour leurs descendants.

Par exemple en 1958 on parlait déjà de Révolution culturelle et Mao Tsé Toung avait fait appel à une plus grande ouverture des universités et des écoles aux étudiants, aux enfants d'ouvriers et de paysans. A ce moment on comptait dans les écoles secondaires 80 % d'enfants de travailleurs et 20 % de la classe bourgeoise, ce qui est déjà beaucoup pour la classe bourgeoise, qui ne représente que 5 % de la population.

En 1964 et 1965 on s'est aperçu — en étudiant la situation dans les universités — que, alors qu'aux examens d'entrée se présentaient 80 % des candidats de la classe ouvrière et paysanne et 20 % de la classe bourgeoise, en dernière année on avait dans certains secteurs la moyenne suivante : 80 % de la classe bourgeoise et 20 % des autres. Ce renversement était complètement inadmissible pour un pays qui veut faire de ses ouvriers et de ses paysans des gens aussi instruits et techniquement valables que les intellectuels du passé. La même injustice et la même inégalité se reproduisaient.

En 1966 toutes sortes d'histoires louches qui n'avaient jamais été publiées sont apparues, révélant que des professeurs donnaient des cours spéciaux à des fils de bourgeois pour qu'ils réussissent premiers aux examens, qu'ils éliminaient les enfants des ouvriers et des paysans en posant des questions sur des textes absurdes et anciens sans aucune valeur pour les réalités présentes, et qu'il était impossible à ces enfants d'étudier ; que les meilleures places dans les universités allaient aux fils, neveux, cousins de certains grands dirigeants du parti communiste, ayant contracté des alliances avec des bourgeois (grands universitaires), que les bourses scolaires allaient aux enfants des anciens propriétaires terriens.

Tout cela peut ne pas paraître très grave (hum?) en Europe où après tout, il y a une prospérité de base qui fait que cette différence de classes ne devient pas aiguë, mais en Chine, à dix-sept ans du féodalisme, promouvoir ainsi le monopole de l'éducation et le remettre dans les mains d'une classe dirigeante, même communiste, et protéger les gens qui en profitaient, c'était le retour à la féodalité, le retour à la misère pour les paysans, le retour à la tyrannie du mandarinat despotique.

En effet, dans tous les pays sous-développés, nous voyons le phénomène d'une élite pourrie qui s'enrichit aux dépens de son propre peuple, et cela parce que l'éducation qu'elle a reçue est basée sur les attitudes du passé, c'est-à-dire le maintien de leurs intérêts propres aux dépens de tous les autres. Ce n'est pas ainsi que l'on bâtit le socialisme.

Un ami en Chine m'a dit que la tragédie de l'homme chrétien dans ce qu'on appelle le monde du christianisme, c'est que le christianisme n'a jamais été vraiment pratiqué par l'homme dit chrétien.

Pour réussir, la Révolution culturelle devait donc s'attaquer au cœur du problème qui était l'éducation des jeunes. Le but final de cette éducation doit être non pas de « devenir » ministre ou ingénieur, mais de servir le peuple, et j'entends par cela non pas seulement le peuple chinois, mais à long terme, l'Humanité entière.

Pour moi, il y a dans cet appel à combattre l'égoïsme qu'est l'appel de la Révolution culturelle, une assez grande ressemblance avec le christianisme. On pourrait dire que les méthodes sont différentes, mais les temps sont différents et certainement beaucoup de chrétiens s'interrogent avec inquiétude en ce moment sur l'échec du christianisme.

Bien sûr, au cours de ces deux dernières années beaucoup d'erreurs ont été faites. Prenons, par exemple, les gardes rouges : il y en avait trente millions. Dire que chacun de ces trente millions était un ange est évidemment déraisonnable.

On sait maintenant que parmi les mauvais Gardes Rouges il y avait des enfants de grands fonctionnaires communistes, de grands propriétaires terriens (ex) qui suivaient des directives perfides, subtiles, commettant des violences et des atrocités afin de saboter et de faire échouer la Révolution culturelle. Cela a été particulièrement visible dans les premiers mois, surtout dans les universités. D'autre part, il y a eu une explosion totale du côté des multitudes de gens qui ont commencé à écrire sur de grandes affiches murales tout ce qu'ils avaient sur le cœur et cela ne s'était jamais vu avant dans un pays dit communiste. Pour la première fois, le peuple non communiste avait le droit d'interpeller, critiquer et même menacer les hauts fonctionnaires du parti communiste estimés coupables d'injustice ou de corruption.

On parle aussi beaucoup du culte de la personnalité de Mao. J'admets bien qu'ici les hyperboles louangeuses ont l'air déplacé pour un peuple européen sceptique. Mais en Asie, dans une Chine qui se refait à neuf, tout ce qu'on peut dire c'est que la popularité de Mao est tellement

An

grande parmi le peuple que même ceux qui voudraient revenir au passé, qui sont contre la Révolution essaient de se servir du nom de Mao pour leurs propres objectifs. (On compte désormais 70 pour cent de la population — tous ceux en dessous de 40 ans — qui savent lire et écrire, alors qu'en 1949 il y avait 95 pour cent d'illettrés.)

Tout ce que vous venez de lire a été écrit (et il ne s'agit que d'extraits) dans « Télé-Magazine » nº 633, du 9 au 15 décembre 1967. De plus, dans son intervention lors du débat qui suivit la projection du film « Demain la Chine », Madame Han Suyin dit bien d'autres choses encore. Par exemple, au hasard de la fourchette, que dans l'ancienne Chine on ne sauvait pas un enfant qui se noyait, et qu'il fallait Mao pour que les veuves puissent se remarier, et aussi que, sans lui, les jeunes filles qui avaient perdu leur fiancé jadis ne pouvaient plus convoler, selon la tradition ancestrale. Et bien d'autres choses à la gloire de Mao Tse Toung.

Peut-on conclure dans le même sens que Mme Han Suyin ? En l'état actuel de notre documentation sur la Chine ce serait aller un peu vite. En tout cas, cette ex-mandarine (si l'on peut dire ainsi), nous apporte une étonnante contribution à la connaissance des événements chinois de ces derniers temps. En tout cas, le journal « l'Humanité » doit bien se garder d'informer dans le sens où nous le faisons ici en toute objectivité.

Albert LEMIRE.

La Grèce après le « 13 décembre »

L'expérience royale du 13 décembre et la dialectique des colonels du 23 finira par un compromis sur le dos de la gauche décapitée sans direction rationnelle et hétéroclite.

Le roi Constantin et ses conseillers romantiques, amateurs de conspiration, sans idéal, ni soutien populaire, obligés de sauver certains privilèges, poussés par l'opinion européenne à libéraliser le régime, se sont opposés aux colonels sur le rétablissement des fonctions démocratiques. Le roi a échoué devant la réaction des officiers subalternes qui, en emprisonnant leurs généraux, ont donné le pouvoir aux colonels. Le résultat est que le pouvoir d'Athènes, sorti formellement plus fort, a décidé de mener son action empirique vers plusieurs directions.

Tout d'abord, il a répondu au message royal de démocratie formelle par une amnistie partielle visant surtout les militants socialistes du centre et de la droite. C'est une surprise. Mais pourquoi ? La direction des Conseils Révolutionnaires est constituée d'officiers subalternes d'origine paysanne et populaire. Ceux-ci sont plutôt mal disposés à l'égard du palais royal qui favorise les avancements des grades supérieurs. Par ailleurs, cultivés d'un anticommunisme primaire, ils sont conditionnés par une propagande active d'antipanslavisme traditionnel. Il faut dire ici que pendant vingt années, les communistes libres ou en exil n'ont fait aucun effort pour se libérer des slogans staliniens et s'intégrer dans la vie nationale. Pendant vingt ans, ils sont restés aliénés dans les slogans stalinistes d'un nationalisme suranné, de façade, à défendre un capital national inexistant contre les investissements du capital étranger avec un chauvinisme antieuropéen pour couvrir une politique prosoviétique.

Les vrais nationalistes réactionnaires qui ne sont pas des enfants de chœur, ne se sont pas laissé prendre au piège du national-communisme et ils attendaient le moment choisi pour neutraliser l'action communiste pour une durée imprévue. Le fait que les communistes ne sont pas compris dans l'amnistie militaire (1) s'explique par l'opposition des classes moyennes, des démocrates non communistes qui se sont déclarés européens, et qui sont défendus énergiquement par les démocraties occidentales, surtout par les pays scandinaves.

Les communistes ne sont défendus que platoniquement par certains partis communistes européens, et les démocraties populaires n'ont aucune relation avec le pouvoir d'Athènes.

Le conflit qui a éclaté entre le roi et les colonels doit avoir malgré la réconciliation, une répercussion de reclassement des forces politiques, surtout sur la droite. Jusqu'au 21 avril 1967, la droite fut considérée vaguement monolithique, réactionnaire. Sa force comprenait le palais royal, l'armée, les politiciens E.R.E., le haut clergé, ainsi que l'oligarchie financière du capitalisme intérieur. A ces contradictions internes de ce bloc pour le partage des privilèges sur une économie sous-développée, vient s'ajouter l'introduction des investissements étrangers, très peu dans le secteur industriel, mais surtout dans les régions touristiques où des capitaux en grande masse sont investis. En Crète et en Péloponèse sont accordées des concessions américaines ; dans la région d'Athènes une société française doit construire un ensemble touristique de 40.000 chambres. Toutes ces constructions qui seront effectuées avec des matériaux préfabriqués, n'absorberont pas ceux qui connaissent le chômage, mais un personnel des hôtels et des services que les militaires manipuleront pour avoir une clientèle électorale appropriée qui leur servira à créer un parti politique moderne, néo-capitaliste coupé des cadres des anciens partis traditionnels. En ce moment, nous n'avons pas encore le texte de la commission de la nouvelle Constitution. Selon certains découpages, une chambre autoritaire sera constituée de 150 députés, dont 50 seront désignés par le gouvernement, 50 par les différents syndicats professionnels patronaux, ouvriers et coopératifs et 50 par le corps électoral des trois partis politiques. Si un tel texte est présenté au référendum, il y aura beaucoup de remous, nous aurons des surprises.

De tous ces changements, on prévoit que le parti de droite E.R.E. sera morcelé et impuissant à jouer un rôle prépondérant, surtout si les militaires accentuent leurs investigations sur la gestion de la reine-mère Frederika, des fonds sociaux de prévoyance royale. Cette caisse prélevait des impôts spéciaux sur les spectacles, sur les voitures importées. Une partie de l'électorat centriste peut se porter sur les listes du gouvernement.

D'un fait résulte de ces contradictions d'une société en sous-développement : le sous-emploi restera stable et l'émigration ouvrière en Europe restera une source de revenus majeurs. Il importe que les syndicats européens favorisent l'émigration non pour des cotisations banales, ni pour former des oisifs politico-marxistes sans importance, mais pour perfectionner ces ouvriers syndicalistes à devenir, dans leur pays d'origine, des éléments utiles à la future société que le syndicalisme ne manquera pas de forger dans l'Europe de demain.

G. ANTYPAS.

(1) Le refus d'amnistie à M. Theodorakis et aux autres communistes est considéré comme une maladresse militaire. Mais les observateurs internationaux expliquent qu'aucune pression efficace ne s'exerce à cet effet, du fait que dans plusieurs assemblées d'émigrés, des communistes et autres ont fait une propagande verbale et publique pour insister sur la fatalité à changer la Résistance légale en un affrontement type nord-vietnam.

La plupart des institutions sociales paraissent avoir pour objet de maintenir l'homme dans une médiocrité d'idées et de sentiments qui le rendent plus propre à gouverner ou à être gouverné.

CHAMFORT

VI

CE QUE FUT CRONSTADT

« Là-bas, on ne veut ni les gardes blancs ni notre pouvoir... »
LENINE.

Chaque jour de l'interminable hiver de 1920-1921, le quatrième depuis Octobre 1917, posait à la population de Pétrograd, et à celle non moins misérable de Cronstadt, le douloureux problème de l'existence pour ne pas dire de la survie. Dans tous les foyers ouvriers, la faim se conjuguait avec le dénuement et le froid. Et de nulle part on ne voyait poindre le moindre signe d'un changement prochain dans cette situation qui ressemblait à une sorte de calamité naturelle contre laquelle l'homme ne pouvait rien.

Pétrograd faisait l'effet d'une ville morte. La grande métropole du Nord où, quelques années plus tôt, bouillait la vie n'avait plus, en 1921, que 700.000 habitants, contre 2.400.000 en 1917. Ses faubourgs à l'abandon, ses rues muettes, ses avenues quasi désertes, tout concourait à créer une impression de détresse aggravée au surplus par la vue de milliers de magasins aux devantures fermées qui rappelaient, par leurs enseignes ou leurs décors outrageants, qu'à une époque qui, dans le temps, n'était pas si lointaine, le pain, le lait, la viande, le poisson, les tissus, les bottes, la laine, le fil, etc. étaient des produits ou des articles que le consommateur pouvait se procurer à tout moment pour peu qu'il en eût le désir et les moyens.

Il va sans dire que dans de telles conditions matérielles, la population (qu'elle travaillât dans les usines ou dans d'innombrables institutions d'Etat) ne pensait qu'à se procurer par tous les moyens de quoi ne pas tomber d'inanition dans cet univers d'où la dureté des temps avait banni tout secours et tout sentiment de pitié.

Las de courber l'échine et de crever de faim, les travailleurs de Pétrograd, dans la deuxième quinzaine de ce terrible mois de février 1921, s'étaient finalement mis en grève et avec ceux de Moscou, Nijni-Novgorod, Ivanovo-Voznessensk revendiquaient le droit à la vie.

Qui mieux que les marins de Cronstadt, témoins oculaires de souffrances sans fin, savait combien cette revendication élémentaire était justifiée par des conditions d'existence que, quelques jours plus tard, au Xe Congrès du Parti, Lénine allait lui-même qualifier d'« intenables ».

L'insurrection des marins de Cronstadt a donc été tout d'abord un élan de solidarité en faveur des ouvriers de Pétrograd contre lesquels le pouvoir, personnifié par Zinoviev (1), amenait déjà des troupes pour forcer les grévistes à renoncer à leur mouvement.

Mais quel affront pour Zinoviev et quel désarroi dans son entourage ! Qu'on y réfléchisse : après les ouvriers de Pétrograd qui, malgré la répression, poursuivaient la grève dans les grandes usines, hier présentées comme les forteresses de la révolution, aujourd'hui pratiquement en révolte, les marins de Cronstadt se mettaient à leur tour en branle et, en dépit de la discipline militaire (qu'ils avaient déjà violée à trois reprises, une fois en 1905 pour ébranler le tsarisme, une autre fois, en février 1917, pour l'abattre définitivement, et enfin, en Octobre, pour aider Lénine à renverser le gouvernement provisoire de Kérenski) prenaient fait et cause pour les travailleurs soviétiques en grève. Ils allaient en même temps beaucoup plus loin dans leurs revendications que les ouvriers de Pétrograd, de Moscou et d'ailleurs puisque la résolution votée le 28 février 1921 par l'équipage du cuirassé **Pétropavlovsk** et adoptée le jour même par celui de **Sébastopol** demandait pratiquement l'éviction du P.C. russe des soviets, des syndicats, de la Flotte et, bien entendu, de l'Armée.

Que voulaient, en effet, les marins dans leurs quinze revendications (2) que le 1er mars, sur la place de l'Ancre, le « forum » de Cronstadt, ils avaient fait ratifier à l'unanimité, malgré les discours menaçants de Kalinine, président du Comité exécutif panrusse, Kouzmine, commissaire de la Flotte de la Baltique, et Vassiliev, président du Soviet de Cronstadt, par une foule de 16.000 personnes composée des équipages, de la garnison et des ouvriers de la base navale ?

La première revendication portait sur la réélection des Soviets au **scrutin secret** et non plus **à main levée** comme les bolchéviks l'avaient institué après leur avènement au pouvoir ;

La deuxième, sur la liberté d'expression, orale et écrite, pour tous les ouvriers et paysans ainsi que pour les anarchistes et les partis socialistes de gauche ;

La troisième, sur la liberté de réunion pour les syndicats ouvriers et les organisations paysannes ;

La quatrième, sur la convocation, en dehors des partis politiques et le 10 mars au plus tard, d'une conférence des ouvriers sans parti, des soldats et des marins de Cronstadt, de Pétrograd et de la région ;

La cinquième, sur la libération de tous les détenus politiques, de même que de tous les ouvriers, paysans, soldats rouges emprisonnés en raison de leur participation aux mouvements ouvriers et paysans ;

La sixième, sur l'élection d'une commission chargée de réviser les dossiers des personnes emprisonnées ou internées dans les camps de concentration ;

La septième revendication attaquait un privilège essentiel que le Parti s'était arrogé dans l'Armée et dans la Marine pour diffuser, aux frais de l'Etat, sa propagande par le canal des « sections politiques », dont la mission

(1) A l'époque, Zinoviev était président du Soviet de Pétrograd. A ce titre, il présidait également le Comité de la Défense. En outre, il était membre suppléant du Politburo et président de la IIIe Internationale.

(2) Voir **la Révolution prolétarienne**, no 529, juillet-août 1967.

consistait à endoctriner inlassablement soldats et marins ;

La huitième : retrait de tous les barrages de police sur les routes et dans les gares, allait au fond de ce que réclamait toute la population de Pétrograd ;

La neuvième touchait un point sensible, à savoir, les différentes catégories de rations alimentaires. Légalement il en existait quatre. Mais il y avait aussi les « distributions spéciales » destinées aux « responsables » du Parti, des Soviets, des administrations et, bien entendu, de l'Armée et de la Marine. Ces discriminations et ces privilèges révoltaient la population ouvrière. La résolution de Cronstadt exigeait que les rations fussent réparties de façon égale entre tous les travailleurs, à l'exception de ceux qui exerçaient une profession insalubre et qui, de ce fait, devaient être avantagés ;

La dixième avait un caractère essentiellement politique. Elle complétait l'abolition, exigée au paragraphe 7, des services officiels de propagande (« sections politiques ») dans l'Armée et la Marine par celle des « troupes de choc » chargées dans chaque unité de surveiller l'état d'esprit des soldats et des marins. Uniquement composées de communistes, elles étaient considérées comme des forces de sécurité et, à ce titre, redoutées et détestées. La suppression des corps de garde communistes, militaires ou civils, dans les usines était également exigée, les ouvriers supportant impatiemment la présence de cette surveillance policière à peine déguisée ;

La onzième de même que la treizième étaient d'ordre économique. Elles stipulaient : 1° liberté pleine et entière aux paysans pour la culture de leurs terres et l'élevage du bétail à condition qu'ils s'acquittent eux-mêmes de ces tâches ; 2° libre exercice des professions artisanales sans emploi de main-d'œuvre salariée ;

La douzième avait trait à la désignation d'une commission de contrôle itinérante ;

Le quatorzième et le quinzième paragraphes demandaient qu'un appel soit lancé à toutes les unités de l'Armée et aux élèves des écoles militaires pour qu'ils souscrivent à ce programme et pour qu'une large publicité lui soit donnée dans la presse.

Telles étaient les revendications des marins, soldats et ouvriers de Cronstadt (3). Mais quels moyens avaient-ils de les porter à la connaissance des ouvriers de Pétrograd, à plus forte raison des travailleurs de toute la Russie ? Pratiquement aucun. A l'isolement naturel, au fond du golfe de Finlande, de l'île fortifiée de Kotlin où est bâti Cronstadt, les dirigeants bolchéviks s'étaient empressés, dès les premières heures de la révolte, d'ajouter d'autres obstacles insurmontables afin d'empêcher tout contact avec les insurgés et le littoral.

Mais à défaut d'informations exactes, la population ouvrière de Pétrograd avait senti d'instinct, dès le premier moment, que Cronstadt s'était soulevé pour venir à son secours. Or désarmée, surveillée par des troupes nombreuses amenées en hâte de la Russie centrale, du Caucase et de la Sibérie, que pouvait-elle ?

Et d'ailleurs n'avait-elle pas en partie obtenu déjà satisfaction ? Les affiches étaient là qui annonçaient l'arrivée prochaine de gros approvisionnements en provenance de l'étranger. Les barrages de police dans les gares et sur les routes avaient disparu. Et Lénine, au Xe Congrès promettait une nouvelle politique économique appelée à normaliser les échanges entre la ville et la campagne.

Mais surtout les insurgés ne demandaient-ils pas aux ouvriers épuisés par des années de famine un effort au-dessus de leurs forces ?

Ainsi, dès le début, l'insurrection de Cronstadt n'entraînait pas derrière elle la population ouvrière de Pétrograd. Mais les sympathies de celle-ci n'étaient pas douteuses. Des appels placardés clandestinement le montraient de toute évidence.

Cronstadt était donc isolé. Il n'avait à sa disposition que la radio du **Petropavlovsk** pour lancer des messages que, seuls, en Russie, les postes officiels pouvaient capter et qui, cela va sans dire, étaient gardés secrets.

Et pourtant quelle vie intense battait dans le cœur de la population ouvrière de l'île, de la garnison et des équipages. Il n'est que de lire les quatorze numéros des **Izvestia** du Comité révolutionnaire provisoire pour s'en convaincre (4).

Le premier numéro, daté du 3 mars 1921, lançait un appel « à la population de la Forteresse et de la Ville de Cronstadt ». On y lisait :

... Voilà déjà trois ans que la famine, le froid et le chaos économique nous maintiennent dans un étau terrible. Le parti communiste, maître de l'Etat, s'est détaché des masses et s'avère incapable de tirer le pays de l'effroyable situation où il se débat. Le parti ne tient aucun compte des troubles qui ont eu lieu, ces temps derniers, à Pétrograd et à Moscou, et qui ont montré clairement qu'il n'a plus la confiance des masses ouvrières. Il ne tient non plus aucun compte des revendications formulées par les ouvriers. Pour lui, ce ne sont que des menées contre-révolutionnaires. Il se trompe profondément.

Ces troubles, ces revendications, c'est la voix du peuple entier, c'est la voix de tous les travailleurs. Tous les ouvriers, marins et soldats rouges voient nettement aujourd'hui que seul l'effort commun, la volonté commune des travailleurs, pourra donner au pays du pain, du bois, du charbon, pourra vêtir et chauffer le peuple, pourra sortir la République de l'impasse où elle est.

Et plus loin :

Camarades et citoyens ! Le Comité provisoire se soucie surtout d'éviter toute effusion de sang. Tous ses efforts ont été employés à maintenir l'ordre révolutionnaire dans la ville, dans la forteresse et dans les forts.

... Sa mission est d'assurer, en coopération fraternelle avec vous, les conditions nécessaires pour procéder aux élections justes et honnêtes du nouveau Soviet.

Dans le n° 4, daté du 6 mars, nous lisons cet autre appel :

Nous avons renversé le Soviet communiste. Dans quelques jours, notre Comité révolutionnaires procédera aux élections du nouveau Soviet qui, désigné librement, reflétera la volonté de toute la population laborieuse et de la garnison et non celle d'une poignée de fous « communistes ».

Notre cause est juste. Nous sommes pour le pouvoir des Soviets et non des partis. Nous sommes pour l'élection en toute liberté des représentants des masses laborieuses. Les Soviets truqués, accaparés et manœuvrés par le parti communiste ont toujours été sourds à nos besoins et à nos revendications.

(3) Dans les jours qui suivirent, le Comité révolutionnaire provisoire accentua sa condamnation du P.C. russe et lança le mot d'ordre d'une troisième révolution pour renverser la dictature du Parti.

(4) Espérons qu'un jour, souhaitons-le prochain, une traduction intégrale de ces quatorze numéros sera publiée en France.

... A Cronstadt le pouvoir est exclusivement entre les mains des marins, des soldats et des ouvriers révolutionnaires, et non entre celles de « contre-révolutionaires dirigés par un Kozlovski », comme essaie de le faire croire la radio mensongère de Moscou.

Et du n° 5 (7 mars), nous détachons ces lignes :

... Ce qui est le plus odieux et le plus criminel c'est l'esclavage spirituel instauré par les communistes : ils ont étendu leur mainmise sur la pensée, sur la vie morale des travailleurs, obligeant chacun à penser uniquement selon leurs critères.

Au moyen des syndicats étatisés, ils ont attaché l'ouvrier à la machine et transformé le travail en un nouvel esclavage au lieu d'en faire un attrait.

Aux protestations des paysans allant jusqu'à des révoltes spontanées, aux revendications des ouvriers contraints par les conditions mêmes de leur existence de recourir à des mouvements de grève, ils répondent par des fusillades en masse et par une férocité que les généraux tsaristes auraient pu leur envier.

... Sous le joug de la dictature communiste, la vie même est devenue pire que la mort. (...) Le peuple laborieux en révolte a compris que, dans la lutte contre les communistes et le servage qu'ils ont rétabli, on ne peut s'arrêter à mi-chemin. Les communistes feignent de faire des concessions. (...) Mais qu'on ne s'y trompe pas : c'est la main de fer du maître, du dictateur qui se cache derrière cet appât ; du maître qui, le calme revenu, fera payer cher ses concessions.

Non, pas d'arrêt à mi-chemin ! Il faut vaincre ou mourir !

Citons encore ces lignes sur « la réorganisation des syndicats » et le rôle que les insurgés comptaient leur assigner :

Pendant les quatre années du mouvement syndical révolutionnaire en Russie « socialiste », nos syndicats n'ont pas eu la moindre possibilité d'être des organismes de classe. (...) On le comprend aisément. Car si l'on avait donné le droit aux syndicats de se livrer à une activité indépendante, tout le système centraliste édifié par les communistes se fût fatalement effondré, ce qui eût démontré l'inutilité des commissaires et des « sections politiques ».

... Une fois renversée la dictature du parti communiste, le rôle des syndicats changera radicalement. Les syndicats et leurs commissions administratives, après la réélection de celles-ci, auront à remplir une tâche importante et urgente d'éducation des masses pour la rénovation économique et culturelle du pays. Les syndicats deviendront l'expression véritable des intérêts du peuple.

La République soviétique socialiste ne pourra être forte que le jour où elle sera administrée par les classes laborieuses, au moyen des syndicats rénovés.

Ainsi, ce que voulaient les insurgés c'était une République soviétique socialiste basée sur les Soviets et les syndicats ouvriers, débarrassés les uns et les autres de la domination des partis politiques, en l'occurrence du P.C. russe, que Lénine considérait comme l'ossature de son système étatique.

Dans ces conditions pouvait-on éviter l'effusion de sang ? Il semble que, comme les insurgés, Lénine l'ait peut-être cherché en faisant adresser, le 6 mars, au Comité révolutionnaire provisoire le radiotélégramme suivant :

Faites savoir par radio à Pétrograd si l'on peut envoyer de Pétrograd à Cronstadt quelques délégués du Soviet, pris parmi les sans-parti et les membres du Parti, pour savoir de quoi il s'agit.

Mais à tort ou à raison, flairant là-dessous un piège, les insurgés posèrent à la nomination de cette délégation des conditions qui la rendaient impossible.

A Pétrograd, une ultime démarche fut faite par des militants anarchistes tels qu'Alexandre Berkman, Emma Goldman (5), Perkus, Pétrovski auprès de Zinoviev pour désigner une commission de cinq membres. Dans leur appel nous lisons :

Cette commission ira à Cronstadt pour résoudre le conflit par des moyens pacifiques. Dans la situation actuelle, c'est la méthode la plus sûre. Elle aura une portée révolutionnaire internationale.

Cette proposition ne fut pas retenue par les dirigeants bolchéviks. Dès cette date, les préparatifs militaires en vue de l'assaut étaient hâtivement poussés. Des troupes sûres composées surtout d'élèves des écoles militaires, la plupart membres du Parti, furent concentrées sur le littoral du golfe de Finlande et trois cents délégués du Xe Congrès arrivèrent en renfort pour relever le moral chancelant des troupes qui, pour franchir la distance les séparant de l'île de Kotlin, devaient s'aventurer sur la banquise crevassée et peu sûre à cette époque de l'année.

On sait aujourd'hui que les dirigeants bolchéviks eurent à surmonter de grosses difficultés pour convaincre ces troupes triées sur le volet de se lancer à l'attaque contre les défenseurs de Cronstadt. D'instinct, ces soldats, même ceux amenés de très loin, sentaient qu'on leur cachait ce que voulaient en vérité leurs compagnons d'hier, voire leurs aînés, et il fallut plusieurs jours de préparation intense pour les décider à passer à l'offensive. Au début, les défections furent nombreuses.

Sous les ordres de Toukatchevski, les troupes gouvernementales, dont certains éléments étaient revêtus d'un suaire fabriqué avec des draps réquisitionnés dans les hôpitaux de Pétrograd et munis de petites échelles pour franchir les crevasses, se lancèrent, le 16 mars, à l'assaut de Cronstadt. Les combats extrêmement meurtriers se prolongèrent toute la nuit et tout le jour suivant. Les marins, la garnison et les ouvriers de la base navale opposèrent une résistance farouche et tout d'abord victorieuse. Mais, luttant sous un déluge d'obus et contre des forces dix fois supérieures en nombre, ils succombèrent. Et le matin du 18 mars, les derniers défenseurs de Cronstadt se firent tuer sur leurs positions plutôt que de se rendre (6).

⁂

C'était le 18 mars 1921. Cinquante ans plus tôt, jour pour jour, se levait, sur Paris insurgé, l'aube de la Commune...

Prisonnier d'une doctrine rigide et autoritaire, soumis aux impératifs de la raison d'Etat, Lénine n'avait pu faire autrement que de reconquérir Cronstadt, dont l'insurrection, disait-il, menaçait d'ouvrir une brèche à « deux millions d'émigrés » et qui, coïncidant avec les durs combats que l'Armée rouge livrait, en Ukraine, aux partisans de Makhno et aux paysans insurgés en Russie centrale, compromettait les négociations que, comme on l'a lu, Krassine menait à Londres avec le gouvernement britannique et les représentants de grands trusts capitalistes en vue de la signature d'un traité de commerce assorti d'importants concours financiers et industriels.

(5) Emma Goldman et Alexandre Berkman étaient arrivés récemment d'Amérique pour étudier le fonctionnement du système soviétique.

(6) Huit mille insurgés, soit la moitié des marins, soldats et ouvriers qui, le 1er mars, approuvèrent les quinze revendications qu'on a lues, avaient réussi, la veille, à gagner la Finlande. Parmi eux figurait Pétritchenko, président du Comité révolutionnaire provisoire.

Lénine avait besoin d'une Russie entièrement pacifiée et soumise à l'unique volonté du P.C. russe. Pour lui donc, il n'était pas question de faire la moindre concession politique. Par contre, sur le plan économique, le sacrifice des insurgés eut des conséquences d'une portée considérable. Lénine comprit que la politique dite du « communisme de guerre » avait conduit son système étatique au bord de l'abîme. Et il en tira, selon ses propres termes, « toutes les conséquences nécessaires ».

Ce fut la **Nep**.

En quelques mois, les mesures économiques préconisées par les insurgés de Cronstadt et reprises par Lénine ranimèrent la libre initiative des artisans et des paysans et les effets de cette activité ne tardèrent pas à se faire sentir.

Les marchés se rouvrirent et, autour d'eux, la vie redevint très vite presque normale. Quels qu'aient été les côtés négatifs de la Nep, elle permit aux travailleurs des villes et des campagnes de sortir de la famine et du dénuement ; et pendant quelques années, les travailleurs russes connurent, grâce à elle, une existence à laquelle ils avaient cessé de croire.

***

A l'époque, les événements de Cronstadt divisèrent non seulement les amis de la Révolution russe, mais même les milieux communistes, en Russie comme à l'étranger.

Accablés par cette tragédie prolétarienne et par la répression qui s'ensuivit, beaucoup d'entre nous se demandèrent si le P.C. russe n'avait pas, dès ce moment, trahi la cause ouvrière au profit d'un capitalisme d'Etat où l'individu, privé de ses libertés élémentaires, était condamné à agir, à penser, à trimer selon les critères et les besoins d'une bureaucratie de parti omnipotente et déshumanisée.

Cronstadt avait posé la question à toutes les consciences ouvrières. Mais ce fut Staline qui, dans les années qui suivirent, apporta sa réponse.

(A suivre.) **Marcel BODY.**

Au VIe congrès des syndicats polonais

La Pologne est considérée comme l'un des Etats les plus libéraux de l'Est européen. Son dernier congrès syndical tenu à Varsovie du 19 au 24 juin dernier est significatif de son évolution, et « Glos Pracy » (la Voix du Travail) nous en donne quelques aperçus reproduits par « La Jeune Poste », de Force Ouvrière.

C'est ainsi que l'on apprend que, sur 1135 délégués, 255 avaient les plus hautes distinctions de l'Etat. D'autres en possédaient également d'importantes, sans compter ceux qui sont titulaires de médailles de moindre importance, attribuées à titre civil. Cela représente en moyenne deux médailles par délégué.

Répartition professionnelle : On comptait 521 ouvriers dont 327 membres des brigades socialistes du travail, rationalisateurs (pour un meilleur rendement), etc.

150 ingénieurs, 113 économistes, 101 membres du corps enseignant (dont des professeurs de facultés) et 26 du corps médical.

Fonction « extra-syndicale » : Au titre de délégués syndicaux on notait la présence de quatre membres du bureau politique du parti dirigeant, dont le chef du gouvernement Gomulka.

Ils furent suivis de huit ministres, et de quatre premiers secrétaires régionaux du parti, également à titre syndical. Puis quelques dizaines de députés, membres du comité central du parti, 116 membres de conseils régionaux, 302 permanents du conseil central, et 226 présidents et secrétaires des comités d'entreprises. Soit près de 500 délégués ayant des fonctions politiques ou administratives importantes.

Le discours de Gomulka : Prétendant représenter des travailleurs, alors qu'il en est le patron puisque l'industrie est étatisée, le chef du gouvernement fit le discours d'ouverture, qui dura deux heures. Il consacra les trois quarts de son exposé à condamner « l'agression » commise par Israël et ceux qui, en Pologne, avaient défendu sa cause.

Il termina ainsi son intervention :

« La situation internationale actuelle exige la vigilance, une étroite cohésion du front national tout entier, la discipline sociale, un honnête travail de tous, de haut en bas. C'est pourquoi le VIe congrès syndical, ouvert aujourd'hui, revêt une importance particulière et doit jouer un grand rôle dans la mobilisation des travailleurs pour réaliser les tâches du plan économique national, pour soutenir solidairement la politique du parti et du gouvernement.

« Nous prendrons soin de relever les salaires dans le cadre des possibilités de l'Etat. »

Il ne dit pas un mot de l'éventualité de l'augmentation du coût des transports urbains servant à financer en partie ces augmentations.

Ignace Loga Sowinski, président du Conseil central des syndicats, à son tour, força l'accent sur la répartition des revenus de la nation. Il en découle que pendant les quatre dernières années, les revenus les plus élevés et une partie des salaires moyens, avaient « tendance » à s'accroître plus vite que ceux des catégories les plus modestes.

Il demanda aux organisations syndicales de base de « témoigner » plus de perspicacité et de fermeté à l'égard des directeurs d'usine. Nous rencontrons toujours, a-t-il reconnu, de nombreux cas de violation de la loi, témoignant que l'on ne compte pas avec les travailleurs et qu'on ne respecte pas leur droit.

Douze commissions d'études furent désignées.

La commission économique étudia les salaires, puis envisagea la manière de limiter la résiliation unilatérale des contrats de travail (par les chefs d'entreprise), ainsi que la limitation des heures supplémentaires.

La commission sociale s'inquiéta d'une législation en faveur des femmes qui travaillent. Son rapport, comme ceux des autres commissions, sont soumis au nouveau conseil central des syndicats. Certains s'imaginaient que celui-ci pourrait s'affranchir de la tutelle du parti au pouvoir, pour réaliser son programme. Mais la présence de nombreuses personnalités du régime au VIe Congrès ne le laisse guère espérer.

POUR L'ABOLITION DE L'ESCLAVAGE

Nous avons reçu du Comité « d'Action pour l'Abolition de l'esclavage » un communiqué nous annonçant qu'une « lettre offensive » vient d'être publiée.

Cette « lettre » est à la disposition des organisations qui voudront la diffuser au prix de 12 F les 100 exemplaires. Le prix de l'exemplaire est de 1 F.

Adresser la correspondance à André Chalard, 14, rue de Crussol, Paris (11e).

C.C.P. André Chalard 18.940-86 Paris.

OU EN EST LE MONDE DU TRAVAIL ?

En cette époque tourmentée, où les intérêts divergents, les antagonismes, l'incohérence, la mauvaise volonté du pouvoir et des possédants empêchent les structures économiques de s'adapter au progrès, la révolution des mécaniques, les découvertes scientifiques qui évoluent constamment devraient permettre, tout en diminuant la peine des hommes, une vie plus facile, et des moyens d'existence réels plus grands, pour le monde du travail, pour les prolétaires.

Certes ce ne sont pas les formules et les mots savants qui manquent pour masquer la réalité des faits. Ce fut d'abord la rationalisation et la concentration industrielle ; à présent, à chaque instant, les messieurs bien en place nous parlent mutation, formation, promotion, prévention, le tout couronné par la décentralisation.

Devant tous ces slogans, quelle est la situation des travailleurs, je pense à ceux de la base, aux manuels qui peinent dur dans les chantiers et ateliers.

Sur le plan salaires et pouvoir d'achat, nous assistons à la gymnastique que font faire aux chiffres ces messieurs de la Commission des prix ; et si leurs statistiques truquées provoquent le mépris de toute personne informée, les ménagères constatent qu'il est de plus en plus difficile de remplir le panier destiné aux repas de la famille. Depuis leur fameux plan de stabilisation, ils veulent nous faire croire que, malgré la hausse de certains produits, notre pouvoir d'achat s'est accru. Si nous prenons l'exemple des travailleurs du bâtiment, une question se pose : de quels salaires est-il question, car à présent avec la mise en société de la grande majorité des établissements, presque tout le monde est devenu salarié, mais la disparité des sommes touchées est scandaleuse, et l'éventail hiérarchique a pris de telles proportions, qu'il divise en classes sociales différentes les membres d'une même entreprise.

A la base, les manœuvres ont des salaires de famine, ceux des ouvriers plus ou moins qualifiés sont nettement inférieurs à ceux de jadis, compte tenu du prix de la vie. Il n'est qu'à se rappeler qu'avant 1914 la majorité des compagnons de nos industries dépensaient la valeur d'une heure de travail pour leur repas de midi. Il en était de même avant 1939. Actuellement, malgré le rythme croissant des indices de production, il faut deux heures de labeur pour avaler un mini-repas. Dans le passé les ouvriers mangeaient au restaurant le menu de leur choix, à présent vu leur lamentable pouvoir d'achat, c'est la gamelle, ou les repas de cantines pris dans des conditions indignes d'une époque de soi-disant progrès.

Alors, où va le rapport de la masse travail ? Tout d'abord, dans les fabuleux appointements que s'octroient ces messieurs des conseils d'administration, qui bien souvent dépassent les bénéfices du patronat d'autrefois, ensuite dans les confortables émoluments d'une trop nombreuse techno-bureaucratie.

En conclusion, pour toute une classe de privilégiés, train de vie nettement amélioré, mais pour les travailleurs de base, régression et baisse du pouvoir d'achat.

Cette sombre situation nous oblige à nier les bienfaits de la technique et du progrès.

PROBLEME DE L'HABITAT

Sur le problème du logement, nous assistons à ce paradoxe de voir le chômage s'abattre sur les chantiers du bâtiment, alors que tant de travailleurs sont mal logés, que quantité d'autres cherchent en vain un toit pour s'abriter, eux et leur famille, et sont obligés de chercher refuge dans des chambres d'hôtel aux prix exorbitants. Pendant ce temps dans la région parisienne, des milliers de logements libres attendent preneurs en étalant sur leurs murs des calicots vantant leur confort.

Une question se pose : pour qui les a-t-on construits ?

Hasardez-vous à demander les prix, et vous constaterez que bien souvent la location mensuelle dépasse le salaire d'un ouvrier d'usine ou de chantier. Quant aux appartements mis en vente, le nombre nécessaire de millions (anciens francs), représente un capital qu'aucun travailleur ne possédera jamais.

Aussi quand nos urbanistes nous parlent du « Grand-Paris » muni de tout le confort moderne pour le bien-être des hommes, ce noble sentiment répond à nos aspirations, mais quand ils réalisent, leurs appartements ne sont accessibles qu'à une catégorie sociale privilégiée d'où les ouvriers, qui construisent ces maisons, sont exclus.

LOISIRS

Nos stratèges en chambre et planistes de tout acabit font semblant de s'intéresser à nos moments de détente, et sous ce mot attirant « Civilisation des Loisirs » veulent nous apprendre à savoir profiter du temps de liberté que nous octroie la société moderne en plein progrès. Malheureusement, mise à part la période de congé annuel, une catégorie de plus en plus nombreuse de travailleurs, de par l'éloignement de leur domicile à leur lieu de travail, sont obligés de s'absenter de chez eux douze, treize et quatorze heures par jour.

Ajoutez à cela le temps indispensable au sommeil, et voyez ce qu'il reste pour se distraire. De plus, les deux ou trois heures de transport s'opèrent dans des conditions inhumaines. Il n'est que de voir les rames de métro aux heures de pointe, les longues files aux départs d'autobus et la course dans les gares pour ne pas manquer les trains partant vers la banlieue. Pour les loisirs, comme pour le reste, seuls les privilégiés en profitent, les travailleurs de nos professions ont tout juste le droit d'en rêver.

PROTECTION SOCIALE

Un autre problème très discuté cette année nécessite une vigoureuse réaction des milieux syndicaux devant le véritable chantage, pratiqué par les pouvoirs publics à l'encontre de la Sécurité sociale.

Cette institution qui date de 1930, et s'appelait à sa création « Assurances sociales », n'a jamais été un geste philanthropique du gouvernement ou du patronat, puisque toutes ses ressources proviennent de la cotisation directe payée par les salariés et d'une partie de rémunération différée en cotisation patronale.

Néanmoins cet organisme à base mutualiste a sa raison d'être, car il permet d'atténuer la misère des ouvriers touchés par la maladie ou par l'inévitable vieillesse.

Quoique imparfaite, j'en fus partisan dès sa création, alors que de nombreux camarades y étaient hostiles, et je fus parmi les premiers signataires pour la constitution de la caisse « Le Travail », initiative de la C.G.T. de cette époque.

Certes une réorganisation plus rationnelle de la Sécurité sociale est nécessaire, mais le scandaleux chantage sur son déficit croissant, sur sa

non-rentabilité, soi-disant causée par l'abus des cures thermales, la trop grande consommation de médicaments, ne sont que subterfuges pour couvrir le mauvais coup porté aux salariés par l'augmentation des cotisations, et la diminution des prestations, promulguées par voie d'ordonnances qui rappellent les pratiques des gouvernements où le mot démocratie est inconnu.

Car il reste à prouver que le déficit soit réel, et si le retard des paiements de certaines sociétés, l'emploi irrationnel des fonds, l'intégration aux avantages de la Sécurité sociale de catégories sociales pour qui elle n'avait pas été créée n'est pas en grande partie responsable des difficultés actuelles.

Quant aux bénéficiaires privilégiés des fonds de la Sécurité sociale, plus que les salariés eux-mêmes, il y a, en tout premier lieu, le corps médical (médecins, spécialistes, radiologues et laboratoires).

De plus, s'il y a consommation abusive de médicaments, tous les assurés savent qu'ils ne sont remboursés que sur prescription médicale et là encore ce sont les sociétés de produits pharmaceutiques qui font des super-bénéfices avec l'argent de la Sécurité sociale.

Et puis, allons au fond du problème, et admettons qu'il y ait déficit incompressible. En quoi cela est-il alarmant, n'est-il pas normal de préserver la santé, soigner et sauver des vies humaines ? La santé n'a pas de prix et n'est jamais trop chère.

Il y a trois choses auxquelles les humains ont droit en priorité et que la société moderne peut leur donner : soins pour leur santé, habitations dignes de notre siècle et le droit à l'instruction pour tous. Trois secteurs publics où il ne saurait être question de rentabilité et, des trois, seule l'instruction publique est admise dans cette voie quoique de façon imparfaite puisque la possibilité de poursuivre les études va de pair avec la situation matérielle des parents, mais néanmoins l'école primaire est obligatoire et gratuite pour tous les citoyens, donc déficitaire.

Le déficit en ces domaines est donc normal, mais la même société qui refuse les crédits pour la santé n'en manque jamais pour faire surgir des centres d'études nucléaires, gouffres à milliards, déficitaires à cent pour cent, et dont le but principal est l'étude et la préparation des armes atomiques (bombes et sous-marins) qui, avec missiles et fusées, préparent l'anéantissement de notre planète par l'horrible désintégration.

Devant ce scandaleux paradoxe des milliards sans compter pour nous préparer une mort prématurée, nous sommes en droit d'exiger qu'on ne porte pas atteinte à notre Sécurité sociale, mais au contraire qu'on améliore les clauses régissant la caisse maladie. L'âge de la retraite doit être avancé, le taux de la pension doit permettre aux anciens de finir leurs jours décemment, et pour satisfaire ces légitimes revendications, que l'on prenne les crédits nécessaires sur les budgets destinés à faire mourir les ouvriers pour des causes qui ne sont pas les leurs.

Certes, dans les conjonctures présentes, la solution de ces problèmes n'est pas chose aisée, mais face aux plans élaborés par des technocrates au service d'un régime responsable du marasme actuel, le syndicalisme se doit d'avoir le sien, et de lutter pour le faire prévaloir et admettre par l'ensemble des travailleurs, cela malgré les embûches de toutes sortes que nous trouverons sur notre chemin. D'ailleurs n'est-ce pas la raison d'être de notre syndicalisme ?

Nos aînés, au début de l'industrialisation, avec moins d'acuité qu'aujourd'hui, se sont trouvés devant les mêmes contradictions d'un régime basé sur le profit. En constituant leurs organisations, par méfiance envers les politiciens de tout acabit, ils donnèrent ses finalités au mouvement syndical.

Dans l'immédiat, certaines réalisations, notamment les A.S.S.E.D.I.C., les retraites complémentaires et la prévention, inspirées par Force Ouvrière, sont garantes de la capacité gestionnaire de nos camarades.

Notre action doit être permanente, sans compromission, ni démagogie. Avec les possibilités de notre époque, travaillons à la réalisation de notre idéal.

Renforçons nos syndicats, car seule leur puissance peut remettre l'économie moderne sur le chemin du bien-être pour tous.

Mais la virilité du mouvement ouvrier ne peut se concevoir dans des centrales concurrentes, se disputant l'adhésion d'une masse de plus en plus réticente à nous rejoindre. Il faut réveiller son sens de classe.

Avec altruisme mettons en chantier la grande centrale syndicale libre basée sur l'internationalisme pacifiste. Préparons l'avènement d'une société sans classes où, dans la justice sociale, avec au cœur le fier refus de parvenir, chacun œuvrera pour l'intérêt de tous dans le respect et la dignité de chacun.

F. MALFATTI.

A travers les LIVRES

LA SEMAINE DE TRENTE HEURES

de Régis PARANQUE

(Editions du Seuil — Collection Société)

Ce titre seul suffisait à attirer et à retenir notre attention. Que dire des sous-titres : *Eloge de la paresse ; comment travailler moins ; vers la bataille des loisirs* ? Ils nous font retrouver les têtes de chapitre d'une étude parue dans ces colonnes mêmes. A vrai dire, si nous retrouvons en effet dans ce petit livre certaines des idées dynamiques qui sont aussi les nôtres (et que les milieux dirigeants taxent encore d'utopies), nous regrettons d'y rencontrer aussi une certaine timidité dans l'application pratique.

Quand l'auteur écrit : « *L'hypothèse d'une disparition progressive du travail peut être envisagée sans solliciter à l'excès notre imagination* », il est sur la bonne voie de l'utopie féconde. Il a parfaitement compris que la paresse peut être un facteur de progrès technique en obligeant les entrepreneurs à rechercher la productivité non pas dans les horaires trop longs, mais dans l'investissement en machines, supprimant par là « le travail inutile ». Pourquoi faut-il qu'il condamne l'institution « brutale » de la semaine de quarante heures en 1936 ? Sans doute a-t-il raison quand il invoque « la non-homogénéité du travail », la diversité des situations industrielles et des capacités de travail. Mais est-il bien sûr que cette réforme, qui fut d'ailleurs sans lendemain, a étendu le chômage au lieu de le réduire ? L'auteur est trop jeune pour avoir été témoin, mais ceux parmi nous qui furent des témoins (qui se trouvent même être des accusés) ont pu constater d'autres effets que ceux qui sont trop souvent dénoncés pour les besoins d'une mauvaise cause.

Au surplus, il s'agissait d'une autre situation. Aujourd'hui, compte tenu de toutes les disparités, la semaine moyenne de travail s'établit en France, trente ans après, à 46 heures, avec des pointes de 50 heures et plus, dans le bâtiment par exemple. La pratique généralisée des heures supplémentaires jointe à la longueur des trajets du domicile au lieu de travail aboutit à établir « *la durée du travail à un niveau à peine inférieur au maximum de travail physiquement et psychologiquement sup-*

portable par l'individu, ce qui n'est pas loin d'être le cas dans de nombreuses branches d'activité en France». L'auteur s'attendrit certainement trop sur le temps de travail des «cadres» qui serait un cas limite extrême (extrême vers le maximum !). D'abord, il y a cadre et cadre, et ce n'est pas à l'auteur que nous apprendrons qu'il y a travail et travail, qu'il y a assujettissement ou non à une cadence déterminée en dehors de vous, que la fatigue et la productivité ne se mesurent pas au temps prétendument passé dans un bureau. Il reste que Régis Paranque démontre, une fois de plus, que c'est la France qui détient le record de la durée du travail, c'est dans ce pays que «l'inertie du temps de travail» est la plus grande : il tend à diminuer partout ; il tend encore à augmenter en France (pour ceux qui travaillent, bien entendu).

L'auteur se réfère évidemment aux Etats-Unis en citant à son tour le cas des 25 heures des électriciens de New York. Mais il trouve en Europe même des exemples des effets positifs de la réduction du temps de travail : diminution des accidents du travail et de l'absentéisme, relation inversement proportionnelle entre rendement et durée du travail. C'est ainsi qu'en Norvège, la production industrielle s'est accrue de 6 % dans l'année même qui a suivi l'application d'horaires diminués de 3 % en 1959. L'exemple de l'Allemagne fédérale est aussi significatif. D'une étude sur les conséquences d'une réduction de 4 heures de la semaine de travail dans 71 entreprises d'Australie (de 44 à 40 heures), il résulte que 20 % d'entre elles, ayant simplement réorganisé leurs services, ont vu leur productivité s'accroître de 2 %.

On pourra discuter des choix que fait l'auteur entre les différents moyens de diminuer le temps de travail ; on l'approuvera de donner la priorité à la réduction du temps de travail quotidien et hebdomadaire. On le suivra surtout quand il préconise «des conventions collectives d'un type nouveau». «*Il n'est pas inconcevable*, écrit-il, *que les temps entrent, comme les salaires, dans le champ des conventions collectives, comme c'est déjà largement le cas en Allemagne fédérale depuis 1955.*»

Des loisirs, pourquoi faire ? Voilà la question à laquelle l'auteur veut répondre dans son dernier chapitre. Il donne évidemment le premier rôle à l'éducation permanente dans l'occupation des loisirs. Fait-il assez confiance à l'individu lui-même, débarrassé au moins partiellement de la malédiction du travail ? Il est intéressant de noter la fonction qu'il confie aux syndicats : ceux-ci ne doivent pas s'occuper seulement de l'homme au travail, mais aussi de l'homme hors du travail.

En conclusion : un petit livre à lire (il coûte 5 F) et à consulter souvent pour y puiser des arguments en faveur d'une lutte nécessaire et immédiate, une lutte qui donnerait plus d'audace encore à des auteurs comme Régis Paranque et dont les fruits n'attendraient pas pour mûrir la fin du siècle ! — *R. G.*

PETIT PRECIS HISTORIQUE DE LA COMMUNE DE PARIS

par Gabriel PIORO (Editions Sociales, 1,50 F.

J'ai été bercé par les récits du siège de la Commune que vécut mon père adolescent. J'ai lu passionnément le Lissagaray quand la **Librairie du Travail** le réédita — ô souvenirs, 1930, mon vieux Marcel Hasfeld !

J'ai ouvert avec curiosité cette brochure de 30 pages, où beaucoup de faits sont notés avec précision. C'est un instrument utile, mais à manier avec précautions. L'ami Pioro excusera un vieil anarchisant de le lui dire. Il tire un peu le marxisme et le socialisme «scientifique» en place majeure dans les courants qui ont influencé les mouvements ouvriers vers une «révolution prolétarienne»... La courte bibliographie fait la part du lion à Marx, Lénine, etc. Pour moi, qui ne suis point historiographe des mouvements sociaux, je voudrais demander à Maurice Dommanget ce qu'il en pense. Après tout, il y a eu les Reclus, et Louise Michel. Celle-ci, je le veux bien, n'est pas oubliée dans les noms cités. Mais peut-elle être considérée comme marxisante ?... — L. S.

LE DEFI AMERICAIN

J.-J. SERVAN-SCHREIBER (Denoël)

« *La troisième puissance mondiale, après les Etats-Unis et l'U.R.S.S. pourrait bien être dans quinze ans, non pas l'Europe mais* l'Industrie américaine en Europe. »

Telle est la constation initiale. Tel est ce que l'auteur appelle le « défi » de l'Amérique, tout en reconnaissant que le mot ne convient pas bien : pour qu'il y ait *défi* il faut qu'il y ait volonté d'un homme, ou d'une collectivité, s'adressant à une autre volonté avec intention de la dominer. Ce n'est pas le cas. L'américanisation de l'Europe est une sorte de processus physique, un phénomène qui se fait et se poursuit sans que personne l'ait voulu.

Le processus doit être pris au sérieux. Servan-Schreiber y découvre : « *un univers économique qui s'affaisse* — le nôtre : *des structures politiques et mentales* — les nôtres : *qui cèdent devant la poussée extérieure, les prémices d'une faillite historique* ; la nôtre. »

Peut-on résister au processus ? Oui, mais il est déjà tard. Il faut d'abord prendre conscience de l'essentiel du problème : « *la guerre ne nous est pas livrée à coup de dollars, de pétrole, de tonnes d'acier ni même de machines modernes, mais à coups d'imagination créatrice et de talent d'organisation.* »

Il faut donc que l'Europe arrive à égaler l'Amérique aux points de vue inventivité et « *management* ».

Pour cela, il faut d'abord évidemment faire l'Europe. Malheureusement, constate l'auteur, depuis quelques années, au lieu de *faire* l'Europe, on la *défait* plutôt.

Capacité d'invention ? Les Européens ne sont pas moins intelligents que les Américains. (Les Américains sont venus d'Europe.) Mais les Américains consacrent à la recherche beaucoup plus d'effort (en hommes et en argent). A l'Europe d'en faire autant.

Capacité d'organisation ? L'auteur y attache une extrême importance. Il nous parle d'écoles de « managers ». Il voudrait en voir en Europe. Il m'est difficile de le suivre sur ce terrain, qui m'est inconnu. Mais il me semble que la bonne gestion (d'une entreprise ou d'un Etat) tient au *talent* plus qu'au savoir. L'auteur attache une importance extraordinaire, capitale, aux appareils dits « *ordinateurs* ». Encore une fois, étant trop ignorant, je ne peux pas suivre. Mais il me semble que l'homme d'affaires heureux agit beaucoup par intuition, « flair », goût du risque, éléments qu'on ne peut pas faire entrer dans une machine.

x x x

Le livre, enfin, a une visée politique.

L'Europe dont il s'agit, l'Europe capable de ne pas être américanisée, ce sera une Europe *de gauche*. Une gauche du type suédois : la Suède est gouvernée par les socialistes depuis plus de trente ans et elle est, précisément, le seul pays d'Europe qui en quelques secteurs de pointe, égale ou dépasse, la production américaine.

Il faudra donc, bien sûr, qu'il y ait en Europe, comme en Suède un prolétariat bien coopérant.

x x x

Je crois avoir dit l'essentiel du livre. Si l'on voulait entrer un tout petit peu dans le détail on ne finirait pas de citer et discuter.

Je me contenterai, puisque l'auteur nous invite à nous égaler aux Américains, de dire avec lui quel pourrait être le sort de ceux de nos enfants qui sont aujourd'hui à l'école maternelle :

« *Dans trente ans* [*en Amérique*] *le revenu par tête devrait être de 7 500 dollars (35 000 F) par personne ; la semaine de travail de quatre journées de sept heures ; l'année se diviserait en trente-neuf semaines de travail et treize semaines de vacances, ce qui, avec les week-ends et les jours fériés donnerait 147 journées de travail par an et 218 journées libres de travail. Dans une génération.* ». — J.P.

LES FAITS DU MOIS

VENDREDI 1er DECEMBRE. — L'**Arabie du Sud** accède à l'indépendance et revendique les îles Kuria-Muria soumises au sultanat d'Oman et Mascate.

Fermeture de l'université de **Madrid** pour 2 jours.

SAMEDI 2. — La **F.E.N.** décide de ne pas participer à la grève du 13 décembre.

LUNDI 4. — A Alger, le congrès de l'**U.G.T.A.** est renvoyé « sine die ».

Le maire communiste de **Nîmes** retire leurs délégations à deux conseillers P.S.U.

L'Assemblée de l'**U.E.O.** dénonce la pénétration russe en Méditerranée.

MARDI 5. — **Djibouti** se plaint de ne pouvoir faire face à ses dépenses si Suez demeure fermé.

MERCREDI 6. — Manifestation à **Marseille** contre la fermeture des ateliers de construction navale.

JEUDI 7. — Manifestation à **Lyon** contre les licenciements de Rhodiacéta.

L'aviation américaine bombarde la **Thaïlande.**

Le **P.C. roumain** se plaint des pressions économiques sur son pays.

VENDREDI 8. — En **Yougoslavie**, un avocat est condamné à 3 ans de prison pour avoir invité les électeurs à boycotter les candidats du parti unique.

Au **Dahomey**, interdiction de toute activité syndicale.

L'**Albanie** refuse tout secours russe après avoir subi un tremblement de terre.

SAMEDI 9. — Les ministres des **Etats arabes** décident de réunir une conférence des chefs d'Etat à Rabat le 17 janvier.

M. Chesebrough, de Chrysler, devient directeur général de **Simca.**

DIMANCHE 10. — Le président du conseil **syrien** est reçu à l'Elysée.

Deux ministres **israéliens** se déclarent en faveur d'une évacuation des territoires occupés.

LUNDI 11. — A **Moscou,** plus de cent intellectuels réclament, pour juger un intellectuel, un procès public, lequel est renvoyé « sine die ».

MERCREDI 13. — **Grève** organisée par la C.G.T. et la C.F.D.T.

Grève générale au **Dahomey.**

JEUDI 14. — **Citroën** est condamné à Rennes pour entrave au mandat d'un délégué du personnel.

Le **roi de Grèce** se réfugie à Rome.

Le tribunal suprême de **Madrid** déclare illégales toutes les grèves.

M. Spilher, socialiste zurichois, est élu président de la **Suisse.**

VENDREDI 15. — A **Alger**, rebellion et destitution du colonel Zbiri, chef de l'armée.

L'Assemblée Nationale repousse le projet gouvernemental d'**amnistie.**

A **la Bourse** : 14 tonnes d'or sont échangées.

M. **Aragon** est élu membre de l'académie Goncourt.

A la Mutualité, 800 militants célèbrent les 20 ans de **Force Ouvrière.**

SAMEDI 16. — La Somalie accuse la France d'oppression à **Djibouti.**

Interdiction aux **Algériens** de quitter leur pays jusqu'à nouvel ordre.

DIMANCHE 17. — A Toulouse, le **parti radical** approuve l'adhésion à la Fédération de la gauche.

Au **Dahomey**, le général Soglo est destitué par des militaires.

LUNDI 18. — **Guy Mollet** déclare à la télé qu'il n'y aura de gouvernement avec les communistes que si l'on parvient à établir un programme commun.

Grève des enseignants français au **Maroc.**

L'O.N.U. demande à la France d'accorder l'indépendance à **Djibouti.**

Au **Danemark**, les socialistes qui ont renversé le ministère fondent un nouveau parti.

MARDI 19. — Adoption de la loi sur la **régulation des naissances.**

Dans les **métaux parisiens,** F.O. obtient 6,50 % d'augmentation des salaires minima.

Les « Six » du **Marché commun** en désaccord sur l'admission de la Grande-Bretagne que la France seule refuse de négocier.

L'émir **kurde** Bedir-Khan demande à de Gaulle de ne pas fournir d'armes à l'Irak qui poursuit depuis 1961 une guerre d'extermination de son peuple.

MERCREDI 20. — **La Fédération de la gauche** renonce à déposer une motion de censure contre le gouvernement sans l'accord des communistes.

En **Pologne**, plusieurs dirigeants du parti et de la presse sont révoqués pour avoir hésité à condamner Israël.

En **Indonésie**, les banques étrangères sont autorisées à installer des succursales.

Sept **banques européennes** dont le Crédit Lyonnais et la Société Générale fondent un établissement commun de crédit.

Fidel Castro déplore que plusieurs Etats socialistes aient conclu des accords avec des pays de l'Amérique latine.

JEUDI 21. — Les allocations complémentaires de **chômage** sont augmentées et étendues à de nouvelles professions.

Le département du **Rhône** est étendu aux dépens de l'Ain et de l'Isère.

VENDREDI 22. — Grève chez **Rhodiacéta** à Besançon.

Six condamnés politiques, dont le général **Jouhaud,** sont graciés.

Le ministre de l'Intérieur du Caire déclare que 257 Juifs égyptiens ont été arrêtés en juin et que 23 d'entre eux ont été relâchés.

DIMANCHE 24. — A Calcutta, Mme **Indira Gandhi** a échappé à un attentat à la bombe.

LUNDI 25. — Le « **Nouveau Candide** » cesse sa publication.

Le **roi du Maroc** révoque son ministre de la Justice, compromis à la tête de l'Office des phosphates.

MARDI 26. — Au **Bengale occidental,** 15.000 arrestations.

MERCREDI 27. — Menace d'extension au **Cambodge** de la guerre du Vietnam.

Au **Laos**, le prince Souvana Phouma se plaint d'attaques des troupes nord-vietnamiennes.

A Alger, une trentaine de **syndicalistes arrêtés** après le soulèvement militaire sont relâchés.

JEUDI 28. — Le « J.O. » publie un décret augmentant les ressources des **vieillards** de 4 centimes et au 1er janvier 1968 de 27 centimes au 1er octobre.

VENDREDI 29. — Le roi **Sihanouk** accorde « le droit de suite » aux armées américains dans « des régions excentriques ».

Un « exécutif » turc est proclamé dans l'île de **Chypre.**

SAMEDI 30. — L'U.R.S.S. prie le Japon de ne plus revendiquer les îles **Kouriles** et **Sakhaline.**

La **C.I.A.** décide de cesser son aide à certains organismes étrangers.

DIMANCHE 31. — Le général **de Gaulle** adresse ses vœux, à la France, ainsi qu'à « la nation française du Canada ».

Le président **Johnson** est reçu par le pape.

D'où vient l'argent ?

MOIS DE DECEMBRE 1967

Abonnements ordinaires	612,—		
Abonnements de soutien	190,—		
		802,—	
Souscription		73,—	
Vente au numéro		27,—	
Total des recettes		902,—	
En caisse au 1-12-67		1.910,31	
		2.812,31	

En caisse au 31-12-67 :		
C.C.P.	2.807,81	
Espèces	4,50	
		2.812,31

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Monteillet (P.-de-D.), 30 ; Geslin (Hts-de-Seine), 40 ; Mme Guy (Paris), 30 ; Lévy (Val-d'Oise), 60 ; Tuffery (Var), 30. — Total : 190,—.

SOUSCRIPTION

Baré (Morbhina), 10 ; Pasquet (Dordogne), 5 ; Goujon (Sne-Mme), 2 ; Duperray (Loire), 6 ; Lemire (Hts-de-Seine), 10 ; Giry (Loire), 5 ; Lèbre (Ardèche), 5 ; Latard (Nièvre), 10 ; Hémy (S.-et-L.), 10 ; Birocheau (Deux-Sèvres), 10. — Total : 73,—.

Imp. « E.P. », 232, rue de Charenton, Paris-12e Le directeur de la publication : Ferdinand CHARBIT
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.